Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations

Avertissement

L'auteur ne cherche pas à dissimuler où vont ses sympathies. Peut-être donc ne trouvera-t-on pas inutile de l'entendre préciser qu'il garantit, et peut prouver, l'exactitude de tous les faits rapportés dans ce livre, a fortiori *de tous les textes cités. Cependant, si tout ce qu'il a écrit est véridique, il ne peut certes pas prétendre à un exposé satisfaisant qui rendrait compte de l'ensemble historique du mouvement des occupations. Le temps de tels travaux viendra. Pour le moment, la plus grande partie des informations touchant la quasi-totalité de la province, et la majorité des usines, y compris dans la région parisienne, font défaut. D'autre part, même en se limitant à l'aspect ici étudié, essentiel mais cependant circonscrit, du mouvement des occupations, l'auteur n'a pu s'autoriser à faire état de certains côtés de l'événement, sans doute du plus haut intérêt pour l'historien, mais dont la divulgation pourrait être utilisée contre diverses personnes, comme on peut le comprendre sans peine, vu la période précise où la rédaction de ce livre s'est achevée.*
L'auteur a eu le bonheur de pouvoir disposer de la collaboration de plusieurs membres de l'Internationale situationniste, parmi lesquels deux avaient fait partie de l'ex-«Groupe des Enragés». Il tient à dire que sans eux, à tous égards, il n'aurait pas pu écrire ce livre.

Bruxelles, le 26 juillet 1968

Cet ouvrage collectif, à la rédaction duquel ont participé des membres de l'Internationale situationniste, en particulier guy Debord, Mustapha Khayati, René Riesel, Raoul Vaneigem et René Viénet, a paru en 1968 dans la collection «Témoins», sous la signature de ce dernier. Les Éditions Gallimard le rééditent aujourd'hui à l'identique.

(Note de 4e de couverture, mai 1998)

«En ce qui concerne l'histoire originale… le contenu de ces histoires est nécessairement limité : leur matière essentielle est ce qui est vivant dans la propre expérience de l'historien et dans les intérêts actuels des hommes ; ce qui est vivant et actuel dans leur milieu.

L'auteur décrit ce à quoi il a plus ou moins participé, tout au moins ce qu'il a vécu : des époques peu étendues, des figures individuelles d'hommes et de faits… Il ne suffit pas d'avoir été le contemporain des événements qu'on raconte ou d'en être bien informé. L'auteur doit appartenir à la classe et au milieu social des acteurs qu'il décrit ; leurs opinions, leur manière de penser et leur culture doivent être les mêmes que les siennes. Pour bien connaître les faits et les voir à leur vraie place, il faut être placé au sommet — non les regarder d'en bas, par le trou de la serrure de la moralité ou de quelque autre sagesse.»

HEGEL, *La Raison dans l'Histoire*.

Chapitre I
Le retour de la révolution sociale

«Certes, le situationnisme n'est pas le spectre qui hante la civilisation industrielle, pas plus qu'en 1848 le communisme n'était le spectre qui hantait l'Europe.»

François CHÂTELET, *Nouvel Observateur*, 3 janvier 1968.

L'histoire présente peu d'exemples d'un mouvement social de la profondeur de celui qui a éclaté en France au printemps de 1968 ; elle n'en présente aucun où tant de commentateurs se sont accordés pour dire que c'était imprévisible. Cette explosion a été une des moins imprévisibles de toutes. Il se trouve, tout simplement, que jamais la connaissance et la conscience historique d'une société n'avaient été si mystifiées.

Les situationnistes par exemple, qui avaient dénoncé et combattu «l'organisation des apparences» au stade spectaculaire de la société marchande, avaient depuis des années très exactement prévu l'explosion actuelle, et ses suites. La théorie critique élaborée et répandue par l'Internationale situationniste constatait aisément, comme préalable à tout programme révolutionnaire, que le prolétariat n'était pas aboli ; que le capitalisme continuait à développer ses aliénations ; que partout où existe cet antagonisme la question sociale posée depuis plus d'un siècle demeure ; que cet antagonisme existe sur toute la surface de la planète. L'I.S. expliquait l'approfondissement et la concentration des aliénations par le retard de la révolution. Ce retard découlait manifestement de la défaite internationale du prolétariat depuis la contre-révolution russe, et de la poursuite complémentaire du développement de l'économie capitaliste. L'I.S. savait bien, comme tant d'ouvriers privés de la parole, que l'émancipation des travailleurs se heurtait partout et toujours aux organisations bureaucratiques qui sont leur *représentation autonomisée* : bureaucratie constituée en classe, en Russie, et subséquemment dans d'autres pays, par sa saisie du pouvoir étatique-totalitaire ; ou bien couche de cadres privilégiés, syndicalistes ou dirigeants de partis, au service de la bourgeoisie moderne, travaillant à intégrer dans la gestion rationnelle de l'économie la force de travail dont ils s'érigent en courtiers. Les situationnistes constataient que la falsification permanente nécessaire à la survie de ces appareils bureaucratiques, falsification dirigée d'abord contre tous les actes et toutes les théories révolutionnaires, était une pièce maîtresse de la falsification généralisée dans la société moderne. Ils avaient aussi reconnu, et s'étaient employés à rejoindre, les nouvelles formes de subversion, dont les premiers signes s'accumulaient, et qui commençaient confusément à tirer, des conditions oppressives unifiées, la perspective d'une critique totale. Ainsi les situationnistes savaient et montraient la possibilité et l'imminence d'un nouveau départ de la révolution. Ces perspectives paraissaient à beaucoup paradoxales, voire démentes. Maintenant, on a vu !

Dans le retour présent de la révolution, c'est *l'historique lui-même* qui est *l'inattendu* pour les penseurs de l'État, comme il est naturel, et pour toute la canaille de la pseudo-critique. Il est certain que l'analyse n'atteint le réel qu'en ayant pris parti dans le mouvement réel qui supprime les conditions existantes. C'est la carence organisée à ce propos qui fait que le processus vécu par tous n'est pas lisible par tous. C'est en ce sens que le *familier* de la vie aliénée, et du refus de cette vie aliénée, n'est pas pour autant *connu*. Mais pour la critique révolutionnaire qui ramène au mouvement pratique sa propre théorie, déduite de lui et portée à la cohérence qu'il poursuit, certainement rien n'était plus

prévisible, rien n'était plus prévu [Philippe Labro, décrivant l'atmosphère française avant la crise dans son livre *Ce n'est qu'un début* (E.P.P. Denoël), s'aventure ainsi à noter que «les situationnistes croyaient parler dans le vide» (page 8). Voilà un audacieux renversement du réel. C'est, bien entendu, Labro — avec tant d'autres — qui croyait que les situationnistes parlaient dans le vide.] que la nouvelle époque des luttes de classes qu'inaugure le mouvement des occupations.

Les staliniens, idéologues de la forme bureaucratique-totalitaire d'exploitation, en France comme ailleurs étaient réduits à un rôle purement conservateur. Il leur était depuis longtemps impossible de prendre le pouvoir, et la dislocation internationale du monolithisme bureaucratique qui est leur référence obligée leur ferme à jamais cette voie. En même temps, cette référence et la pratique qu'elle entraîne rendent aussi impossible leur reconversion en appareil de type purement réformiste bourgeois. La variante maoïste, reproduisant illusoirement, par la contemplation religieuse d'un Orient révolutionnaire de fantaisie, la période conquérante du stalinisme, récitait ses traductions dans un vide parfait. Les trois ou quatre sectes trotskistes se disputaient âprement la gloire de recommencer 1917, dès qu'ils auraient enfin reconstitué le parti idoine. Ces «bolcheviks ressuscités» étaient trop fanatiques du passé révolutionnaire, et de ses pires erreurs, pour seulement regarder la société moderne. Certains mêlaient à cet exotisme historique l'exotisme géographique d'un révolutionnarisme du sous-développement, plus ou moins guevariste. Si tous glanaient depuis peu quelques militants, ce n'était nullement le produit d'une actualité de leurs analyses ou de leurs actes, mais seulement celui de la décomposition contemporaine des bureaucraties dites communistes.

Qaunt aux pseudo-penseurs modenistes de la contestation au détail, les déchets du militantisme qui avaient pris du galon dans les pseudo-sciences dites humaines, et qui pensaient pour tous les hebdomadaires, il est bien évident qu'ils étaient incapables de comprendre, et *a fortiori* de prévoir, quoi que ce soit. En effet, ils se trouvaient soumis, éclectiquement, à presque tous les aspects des truquages du vieux monde. Ils étaient en même temps liés à l'État bourgeois, au stalinisme essouflé, au castro-blchevisme rajeuni, à la psychosociologie, et même à leur propre vie misérable. Ils respectaient tout. Ils mentaient sur tout. On les trouve encore aujourd'hui, encore prêts à tout nous expliquer !

Au contraire de cette grande partie des masses qui, mise en mouvement par la crise révolutionnaire de mai, a commencé à comprendre ce qu'elle vivait, par là même ce qu'elle avait vécu jusque-là — et ceux qui ont pu développer la conscience la plus claire ont reconnu la théorie totale de la révolution comme la leur —, tous les spécialistes de l'idéologie ou de l'activisme soi-disant contestataires et subversifs, de même qu'ils n'avaient rien prévu, n'ont rien compris. Dans ces conditions, que pouvaient-ils faire ? Pitié. Ils ont rejoué sereinement leur musique habituelle dans le naufrage de ce temps mort où ils avaient pu se croire la future élite de la révolution. L'air prévu de si longue date pour leur baptême retentissait pour leur enterrement.

En fait, le processus de réapparition de la critique théorique et de la critique en actes constituait historiquement une unité objective. Les nouveaux besoins de l'époque créaient leur théorie propre, et leurs théoriciens. Le dialogue qui s'annonçait ainsi, quoique limité et aliéné par les conditions ambiantes de la *séparation*, allait vers son organisation subjective consciente, et par le même mouvement chacune de ces critiques commence à découvrir la totalité de ses tâches. L'une et l'autre ont surgi *d'abord* en tant que lutte contre les aspects nouveaux de l'exploitation dans la société de classes. D'une part, les grèves sauvages de l'Ouest, et les insurrections ouvrières de l'Est, ont inauguré en pratique la lutte contre les bureaucraties de différents statuts. D'autre part, la

théorie révolutionnaire présente a commencé par une critique des conditions d'existence inhérentes au capitalisme surdéveloppé : la pseudo-abondance *de la marchandise* et la réduction de la vie au *spectacle*, l'urbanisme répressif et l'idéologie — comprise comme étant toujours au service de spécialistes de la domination. Quand l'Internationale situationniste a formulé une théorie cohérente de cette réalité, elle en a montré en même temps la négation dans la réalisation conjointe de l'art et de la philosophie, dans la libération de la vie quotidienne [Le mot «situationnisme», jamais employé par l'I.S. qui est radicalement hostile à tout établissement doctrinal d'une *idéologie*, a été abondamment manié par la presse, et assorti des plus fantaisistes définitions : «avant-garde du mouvement étudiant» pour *20 Ans* de juin 1968, technique du «terrorisme intellectuel» pour le *Journal du Dimanche* du 19 mai, etc. Malgré l'évidence d'un développement par l'I.S. de la pensée historique issue de la méthode de Hegel et Marx, la presse s'est employée à assimiler les situationnistes à l'anarchisme. La définition de *Carrefour* du 8 mai, «plus anarchistes que les anarchistes qu'ils trouvent trop bureaucratiques», est le modèle du genre.]. Ce qui ainsi était radicalement nouveau retrouvait aussi toute la vérité ancienne du mouvement prolétarien provisoirement refoulé. Le programme actuel redécouvre à un niveau supérieur le projet de l'abolition des classes, de l'accès à l'histoire consciente, de la construction libre de la vie ; et il redécouvre la forme des *Conseils ouvriers* comme moyen.

Le nouveau développement révolutionnaire dans les pays industrialisés, qui sont au centre de toute l'histoire moderne, peut être daté du soulèvement ouvrier de 1953 à Berlin-Est, opposant à l'imposture bureaucratique au pouvoir son exigence d'«un gouvernement de métallurgistes». La révolution hongroise d'octobre 1956 a amorcé la réalisation du pouvoir des Conseils ; quoique sur la base d'un pays insuffisamment industrialisé, et dans les conditions spécifiques d'un soulèvement national contre une oppression étrangère, l'appauvrissement et la terreur généralisés.

Le déclenchement de l'agitation des étudiants, à Berkeley à la fin de 1964, mettait en cause l'organisation de la vie dans le pays capitaliste le plus développé, à commencer par la nature de son enseignement, et donnait le signal d'une révolte qui s'est étendue depuis à presque tous les pays européens [Il convient de noter cependant la persistance des luttes dans la rue menées par les étudiants radicaux japonais de la *Zengakuren*, depuis 1960. Leur exemple était de plus en plus cité en France dans les dernières années. La position politique de leur «Ligue communiste révolutionnaire», à gauche du trotskisme, et opposée en même temps à l'impérialisme et à la bureaucratie, était moins connue que leurs techniques de combat.]. Cependant cette révolte, quoique avancée par certains de ses thèmes principaux, restait *partielle*, dans la mesure où elle était limitée au «milieu étudiant» — lui-même objet de rapides transformations en suivant les exigences du capitalisme moderne —, et dans la mesure où sa récente conscience politique restait très fragmentaire, et soumise à diverses illusions néo-léninistes, y compris souvent l'imbécile respect envers la farce maoïste de «révolution culturelle». La question noire, la guerre du Vietnam et Cuba occupaient une place disproportionnée, et mystifiante, dans la lutte, cependant réelle, des étudiants américains. Cet «anti-impérialisme», réduit à une approbation purement contemplative, a presque toujours dominé les mouvements des étudiants d'Europe. Depuis l'été de 1967, les manifestations des étudiants de Berlin-Ouest avaient pris un tour violent ; elles s'étendirent à toute l'Allemagne en réponse à l'attentat contre Dutschke. Les Italiens allèrent plus loin, à partir de décembre 1967, particulièrement à Turin, en occupant leurs facultés, provoquant au début de 1968 la fermeture des principales universités du pays.

Dans la crise actuelle du pouvoir bureaucratique en Tchécoslovaquie, seul pays industriellement avancé jamais conquis par le stalinisme, s'il s'agit

essentiellement d'une tentative hasardeuse de la classe dominante pour corriger elle-même le fonctionnement de son économie gravement défaillante, c'est sous la pression d'une agitation menée, à la fin de 1967, par les étudiants et l'intelligentsia, que la bureaucratie s'est décidée à courir ce risque. Les ouvriers, se mettant en grève et commençant à revendiquer la gestion directe des usines, sont désormais la principale menace qui pèse sur un ordre bureaucratique obligé de feindre une libéralisation.

L'appropriation bureaucratique de la société est inséparable d'une possession totalitaire de l'État, et du règne absolu de son idéologie. L'absence de censure, la garantie de la liberté d'expression, le droit d'association, posent à court terme en Tchécoslovaquie cette alternative : ou bien une répression, avouant le caractère factice de ces concessions ; ou bien l'assaut prolétarien contre la propriété bureaucratique de l'État et de l'économie, qui se trouverait démasquée dès lors que l'idéologie dominante devrait quelque temps se priver de l'omniprésence de sa police. L'issue d'un tel conflit [Trois semaines après que ce livre ait été remis à l'éditeur, l'intervention de l'armée russe en Tchécoslovaquie, le 21 août, a bien montré que la bureaucratie devait briser à n'importe quel prix le processus en cours. Tous les «compagnons de route» occidentaux de la bureaucratie, qui jouent l'étonnement et le regret, sont naturellement moins lucides que leurs maîtres à propos des intérêts vitaux de ceux-ci. *(Note ajoutée en octobre 1968, R.V.)*] intéresse au plus haut point la bureaucratie russe, dont la survie même se trouverait mise en cause par une victoire des travailleurs tchèques.

En mars, l'important mouvement des étudiants polonais a, lui aussi, ébranlé le régime de Gomulka, issu de la réforme bureaucratique réussie après la crise de 1956 et l'écrasement des ouvriers hongrois. Le sursis gagné à cette époque arrive à son terme. Mais la classe ouvrière n'a pas cette fois rejoint les étudiants, qui ont été réprimés dans l'isolement. Seuls les pseudo-ouvriers, activistes du parti et policiers parallèles des milices, sont intervenus dans ce moment de la crise.

C'est en France qu'un seuil décisif vient d'être franchi, que le mouvement retrouve tous ses buts profonds. Les ouvriers d'un pays capitaliste moderne sont revenus massivement dans une lutte radicale. Tout est remis en cause. Les mensonges d'une époque s'écroulent. Rien ne peut plus exister comme avant. L'Europe peut sauter de joie en s'écriant : «Bien creusé, vieille taupe !»

Le scandale situationniste de Strasbourg, en décembre 1966 [Se reporter à l'exposé publié dans la première partie des Documents de ce livre, extrait du no 11 de la revue Internationale Situationniste (adresse : Boîte postale 307-03, Paris).], avait sonné le glas du syndicalisme étudiant en France. Le bureau local de l'U.N.E.F. s'était soudainement déclaré en faveur des thèses de l'I.S. en publiant la brochure de Mustapha Khayati *De la misère en milieu étudiant*. La méthode employée, les procès qui s'ensuivirent, la cohérence implacable de l'exposé, firent le grand succès de ce libelle. On peut parler à ce propos d'une première tentative réussie pour commencer à communiquer la théorie révolutionnaire aux courants qui la justifient. Une dizaine de traductions étendirent particulièrement l'audience de ce texte, notamment aux États-Unis et en Italie. Si son effet pratique fut plus mince en France dans l'immédiat, c'est que ce pays ne se trouvait pas encore engagé à ce moment dans les luttes déjà entamées ailleurs. Cependant, ses arguments n'ont peut-être pas été étrangers au mépris qu'une fraction des «étudiants» français, beaucoup plus nettement que dans tout autre pays, devait affirmer quelque temps après pour l'ensemble du milieu étudiant, de ses règles et de ses finalités.

La richesse de la situation révolutionnaire en France, qui a porté au stalinisme le coup le plus dur qu'il ait jamais subi en Occident, s'exprime par le simple fait

que la classe ouvrière a repris spontanément à son compte une grande partie d'un mouvement qui était explicitement une critique de la hiérarchie, de la marchandise, de l'idéologie, de la survie et du spectacle. Il est du reste significatif de constater que les positions, ou les phrases, des deux livres de théorie situationniste parus en France dans les derniers jours de 1967 [*La Société du spectacle* de Guy Debord (Éditions Buchet-Chastel), et le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem (Éditions Gallimard).] se retrouvaient transposés sur les murs de Paris et de plusieurs villes de province par le courant le plus avancé du soulèvement de mai ; la majorité de ces thèses occupait la majorité des murs. Comme il fallait s'y attendre, la théorie situationniste est devenue une force pratique en saisissant les masses.

Chapitre II
Les origines de l'agitation en France

«Certes, les utopistes aussi peuvent voir correctement la situation de fait dont il faut partir. S'ils restent de simples utopistes, c'est qu'ils ne sont en mesure de la voir que comme un fait ou, tout au plus, comme un problème à résoudre, sans parvenir à comprendre que c'est justement là, dans le problème lui-même, que sont aussi données et la solution et la voie menant à la solution.»

LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*.

Le refus qui était déjà, dans plusieurs pays, porté par de larges couches de la jeunesse, n'était encore signifié en France que par une frange minime de groupes avancés. On ne pouvait observer aucune tendance à la «crise» économique, ni même politique. L'agitation déclenchée en janvier 1968 à Nanterre par quatre ou cinq révolutionnaires qui allaient constituer le groupe des Enragés, devait entraîner, sous cinq mois, une quasi-liquidation de l'État. Voilà qui donne à penser. La crise profonde qui était donc latente en France existe pareillement dans toutes les autres sociétés bourgeoises modernes. Ce qui manquait, c'était la conscience d'une réelle perspective révolutionnaire et son organisation pratique. Jamais une agitation entreprise par un si petit nombre d'individus n'a entraîné, en si peu de temps, de telles conséquences.

Le régime gaulliste, en lui-même, n'avait aucune importance particulière dans l'origine de cette crise. Le gaullisme n'est rien d'autre qu'un régime bourgeois travaillant à la modernisation du capitalisme, tout autant que le travaillisme de Wilson. Sa principale caractéristique, et son succès, résident dans le fait que l'opposition en France se trouve encore plus handicapée qu'ailleurs pour se rendre attractive avec le but de faire la même chose. Il faut noter cependant deux traits spécifiques : l'accession au pouvoir du gaullisme par complots et putsch militaire, qui l'a marqué d'un certain mépris de la légalité ; le souci personnel d'un prestige archaïque chez de Gaulle [L'ironie des temps a fait que ce prestige, qui manquait si complètement à la France depuis près de cent ans, n'a commencé à reparaître qu'avec le mouvement récent, justement en faisant voler en éclats le prestige en staff du gaullisme.].

Sans présenter aucun caractère dramatique, la modernisation de l'économie française et son adaptation au Marché commun n'allaient pas sans entraîner une certaine tendance à la récession, un léger tassement des salaires réels par le biais des ordonnances gouvernementales sur la Sécurité sociale, un accroissement des difficultés de l'emploi, principalement pour les jeunes travailleurs. Ce fut le prétexte de l'exemplaire émeute ouvrière de Caen en janvier, les travailleurs outrepassant les revendications syndicales et pillant les magasins. En mars, les métallurgistes de l'usine Garnier à Redon surent

entraîner dans leur grève victorieuse toutes les entreprises de la ville, en créant leur propre liaison indépendante des syndicats, et organisèrent l'autodéfense pour faire retirer les C.R.S.

Les répercussions directes du coup de Strasbourg s'étaient d'abord fait sentir à la cité universitaire de Jussieu, près de Lyon, dont les résidents, dès le printemps de 1967, avaient pendant plusieurs semaines radicalement aboli tout règlement, dépassant ainsi le débat académique sur la réforme des statuts anti-sexuels. Des «étudiants» de Nantes, à partir de novembre 1967, n'en restèrent pas là. Après s'être saisis de la section locale de l'U.N.E.F. [Dont Yvon Chotard devint le président. Voir ci-après, dans les *Documents*, des extraits de leur plate-forme.], comme à Strasbourg, ils décidèrent la fermeture du «Bureau d'aide psychologique universitaire» (B.A.P.U.). Après quoi, ils organisèrent à plusieurs reprises l'invasion des résidences universitaires : les garçons chez les filles, puis la réciproque. Ensuite, en février, ils occupèrent le rectorat de Nantes, et se heurtèrent durement à la police. Comme l'écrivait *Rivarol* du 3 mai 1968, «on oublie peut-être trop que, dès février, les émeutes de Nantes montraient le vrai visage de ces "situationnistes", 1500 étudiants derrière des drapeaux rouges ou noirs, le Palais de Justice occupé…»

La formation du groupe des Enragés s'est opérée à l'occasion d'une lutte contre la présence policière dans le campus de Nanterre. Des policiers en civil furent photographiés. Le 26 janvier, les clichés agrandis furent promenés sur des panneaux à l'intérieur de la faculté. Cet acte entraîna immédiatement, sur appel du Doyen Grappin [Dit, depuis cette date, Grappin-la-Matraque.], l'intervention d'une soixantaine de policiers en uniforme, qui furent repoussés après un bref affrontement. Tous les militants des groupes gauchistes, eux-mêmes quelque cent, s'étaient joints au noyau initial. Celui-ci se composait des Enragés proprement dits et d'une dizaine d'anarchistes. Les Enragés figuraient tous parmi les éléments inassimilables dans l'actuel système universitaire. De plus, ces «voyous de campus» avaient trouvé leur accord théorique dans la plate-forme de l'Internationale situationniste. Ils se proposèrent de perturber systématiquement l'insupportable ordre des choses, à commencer par l'Université.

Le terrain était particulièrement révoltant. Nanterre était moderne dans le choix des titulaires de chaires exactement comme dans son architecture. C'est là que pontifiaient les cuistres de la pensée soumise, les faquins de la récupération, les paltoquets modernistes de l'intégration sociale, les Lefebvre et les Touraine [Touraine avait découvert, dès la fin des années 50, que le prolétariat avait disparu. Il persiste, en juillet 1968 : «Je le dis, la classe ouvrière en tant que classe n'est plus dans son ensemble une classe révolutionnaire en France.» (*in* Labro, *Ce n'est qu'un début*.)]. Le décor était à l'avenant : aux «grands ensembles» et aux bidonvilles qui leur sont complémentaires, l'urbanisme de l'isolement avait greffé un centre universitaire, comme microcosme des conditions générales d'oppression, comme esprit d'un monde sans esprit. Le programme, donc, de ne plus laisser parler *ex cathedra* les spécialistes du truquage, et de disposer des murs pour un vandalisme critique, devait faire le plus grand effet. Ce fut une ouverture pour échapper à la stérile protestation ressassée depuis des années contre les tracasseries d'internats dans les résidences ou la réforme Fouchet, tartes à la crème de l'U.N.E.F. et de tous ceux qui en convoitaient la direction.

Quand les Enragés commencèrent à interrompre les cours des sociologues, et de quelques autres, l'U.N.E.F. et ses noyauteurs gauchistes réagirent avec indignation. À plusieurs reprises, ils essayèrent d'assurer eux-mêmes la protection des maîtres. Les anarchistes, quoique ayant aussi quelques visées sur le bureau local de l'U.N.E.F., restèrent neutres. Parmi eux Daniel Cohn-

Bendit, qui s'était déjà taillé une manière de réputation en s'excusant d'avoir insulté un ministre, n'en fut pas moins menacé d'être exclu de l'U.N.E.F. — car il en était — par une motion des trotskistes de la future «Fédération des étudiants révolutionnaires» (alors C.L.E.R.). C'est seulement parce que Cohn-Bendit, de nationalité allemande, se trouva à ce moment cité à comparaître devant la commission d'expulsion de la préfecture de Police, que le C.L.E.R. retira sa motion. Une certaine agitation politique faisait déjà écho aux scandales des Enragés. La coutume de distribuer des tracts à l'intérieur des locaux s'instaura. La chanson des Enragés sur Grappin — la célèbre «Grappignole» —, leur première affiche en forme de bande dessinée, parurent à l'occasion de la «journée nationale» d'occupation des résidences universitaires, le 14 février. De tous les côtés, le ton montait.

Le 21 février, *Le Nouvel Observateur* pleurait sur Nanterre : «La gauche est éclatée» ; et ce jusqu'au «groupe des Enragés qui ne comprend guère que trois ou quatre représentants de l'Internationale situationniste». Le même jour, un tract des Enragés précisait qu'ils «n'ont jamais appartenu à l'Internationale situationniste, et en conséquence ne sauraient la représenter. La répression aurait trop beau jeu si toute manifestation quelque peu radicale sur un campus était le fait d'un complot situationniste ! (…) Cela dit, nous tenons à réaffirmer en la circonstance notre sympathie à l'égard de la critique situationniste. On pourra juger sur nos actes de notre accord avec la théorie radicale.»

Le 22 mars, les groupes gauchistes, pour protester contre l'interpellation à Paris de six «militants anti-impérialistes», envahirent le bâtiment administratif et tinrent une assemblée dans la salle du Conseil de faculté. Au nom des Enragés, René Riesel exigea tout de suite que soient expulsés deux observateurs de l'administration et les quelques staliniens présents. Un responsable anarchiste, collaborateur habituel de Cohn-Bendit, ayant alors soutenu que «les staliniens qui sont ici ce soir ne sont plus des staliniens», les Enragés quittèrent aussitôt l'assemblée pour protester contre cette lâche illusion. Ils avaient en outre été accusés de vouloir piller les locaux. Ils se mirent en devoir d'écrire leurs slogans [«Prenez vos désirs pour la réalité» ; «L'ennui est contre-révolutionnaire» ; «Les syndicats sont des bordels» ; «Ne travaillez jamais».] sur tous les murs, inaugurant ainsi une forme d'agitation dont le succès fut foudroyant, et qui allait devenir une des caractéristiques originales de la période des occupations. Le rassemblement d'éléments gauchistes d'appartenances diverses, qui devait, dans les semaines suivantes, recevoir de la presse ses noms successifs — «Mouvement des 142», puis «Mouvement du 22 mars» — commença donc ce soir-là à se constituer, sans les Enragés et contre eux.

Le «Mouvement du 22 mars» était dès le départ un conglomérat éclectique d'individus adhérant à titre personnel. Tous s'accordaient sur le fait qu'il leur était impossible de s'entendre sur aucun point théorique, et comptaient sur «l'action commune» pour dépasser ce manque. Il y avait cependant un *consensus* sur deux sujets, une banalité dérisoire et une exigence nouvelle. La banalité, c'était la «lutte» anti-impérialiste, héritage de la période groupusculaire contemplative qui allait finir : Nanterre, Vietnam de banlieue, soutenant résolument le juste combat de la Bolivie insurgée. La nouveauté, c'était la démocratie directe dans l'organisation. Il est vrai que cette intention n'a été que très partiellement réalisée dans le «22 mars» du fait de la double appartenance, discrètement tue ou jamais prise en considération, de la majorité de ses membres. Il y avait des maoïstes, des J.C.R., des anarchistes de toutes sortes — des ruines de la «Fédération anarchiste» aux activistes de la «Fédération ibérique des jeunesses libertaires» —, et jusqu'aux suspects ou comiques des «groupes de recherche institutionnelle» (F.G.E.R.I.) [Il n'y a jamais eu, dans ce fourré-tout, un seul situationniste, contrairement au

mensonge d'Émile Copfermann dans sa présentation du recueil d'inepties publié par le «22 mars» sous le titre *Ce n'est qu'un début, continuons le combat* (Éditions Maspero).].

Cohn-Bendit lui-même appartenait au groupe anarchiste indépendant, et semi-théoricien, de la revue *Noir et Rouge*. Tant de ce fait que par ses qualités personnelles, Cohn-Bendit se situait dans la tendance la plus radicale du «22 mars» ; se trouvait même être plus réellement révolutionnaire que tout le reste du mouvement dont il devint le porte-parole, et qu'il dut donc supporter [Cohn-Bendit, dans quantité d'interviews, a multiplié les concessions au maoïsme ; par exemple dans *Le Magazine littéraire* de mai 1968 : «Le maoïsme, moi, je ne sais pas très bien ce que c'est ! J'ai lu des "trucs" dans Mao qui sont très vrais. Sa thèse d'appui sur la paysannerie a toujours été une thèse anarchiste.»]. Insuffisamment intelligent, confusément informé par personnes interposées des problèmes théoriques de l'époque, habile pour amuser un public d'étudiants, assez franc pour faire tache sur le forum des manœuvres politiques gauchistes, assez souple pour composer avec leurs responsables, c'était un révolutionnaire honnête quoique sans génie. Il savait beaucoup moins que ce qu'il aurait dû savoir ; et de ce qu'il savait, il n'a pas fait le meilleur usage. De plus, acceptant sans critique réelle le rôle de vedette qui s'exhibe pour le tout-venant des reporters de l'information spectaculaire, il devait naturellement voir ses propos, qui toujours ont mélangé de la lucidité et quelques sottises, aggravés dans ce dernier sens par la déformation inhérente à une communication de cette nature. En avril, il déclarait encore à qui voulait l'entendre qu'il était un modérateur, et aucunement un enragé. C'était le moment où, à la suite d'un ministre, la presse commençait à appeler «enragés» tous les mécontents de Nanterre.

En effet, le «22 mars» avait obtenu en quelques jours le principal succès dont l'ensemble du mouvement lui est effectivement redevable, et qui est sans relation aucune avec ses bavardages sur «l'université critique», démarqués des exemples allemand et italien qui en avaient déjà révélé l'inanité [Tous les éloges sociologico-journalistiques sur l'«originalité» du «22 mars» masquent le simple fait que son amalgame gauchiste, nouveau en France, est la copie directe du S.D.S. américain également éclectique, démocratique, et fréquemment noyauté par diverses vieilles sectes gauchistes. Le *Sunday Times* du 21 juillet, exposant avec une parfaite incompréhension les thèses de l'I.S. qu'il considère comme «probablement la plus avancée des fractions radicales», voit tout de même que «Cohn-Bendit est un conservateur dépassé» si on le compare à de tels «absolutistes»…]. Tandis que tous les efforts de sa commission «Culture et Créativité» n'ont jamais dépassé un esthétisme révolutionnaire que des traces négligeables de «situationnisme» ne parvenaient pas à rendre intéressant, le projet, tout bêtement «anti-impérialiste», de tenir un meeting à Nanterre le 29 mars amena le Doyen Grappin à la première, et la plus lourde de conséquences, de la série de bévues administratives qui allaient permettre l'extension rapide de l'agitation. Grappin ferma sa faculté pour deux jours. Le spectre menaçant d'«une dizaine d'enragés» devenait dès lors une hantise à l'échelle nationale.

Parmi les plus inquiets, *L'Humanité* du 29 mars dénonçait les «actions de commando entreprises par un groupe d'anarchistes et de "situationnistes" dont l'un des mots d'ordre macule, en lettres géantes, la façade de la faculté : *"Ne travaillez pas !"* Pour cette quarantaine d'étudiants, l'action consistait depuis des semaines à "intervenir" dans les amphis, dans les séances de travaux pratiques… à occuper des bâtiments et éventuellement à en couvrir les murs d'inscriptions géantes. Comment une quarantaine d'éléments irresponsables a-t-elle pu provoquer des décisions aussi graves concernant 12.000 étudiants en Lettres et 4000 en Droit ?»

La répression qui commença à ce moment était trop tardive. Sans doute, un membre du groupe des Enragés, Gérard Bigorgne, put être, le 1er avril, exclu pour cinq ans de tous les établissements d'enseignement supérieur de France [On lui reprochait son mépris ouvert des règles universitaires ; et son attitude devant le Conseil de l'Université fut effectivement scandaleuse.], sans que le «22 mars», ses journalistes, ni bien sûr aucun autre groupe gauchiste n'en fassent mention. Mais les menaces d'expulsion renouvelées contre Cohn-Bendit, déjà assez célèbre, et certainement plus défendable pour beaucoup de gens, la décision annoncée de déférer le 6 mai, devant la commission d'instruction du Conseil de l'Université de Paris, Cohn-Bendit, Riesel et six autres agitateurs de Nanterre, puis la nouvelle fermeture *sine die* de Nanterre à partir du 2 mai, provoquèrent un élargissement de la protestation parmi les étudiants de Paris. Le «22 mars» et l'U.N.E.F. appelèrent, pour le vendredi 3 mai, à un meeting dans la cour de la Sorbonne. En essayant de disperser ce meeting, les autorités découvrirent la force déjà accumulée par le mouvement, et lui donnèrent l'occasion de franchir le seuil décisif. Combien un tel développement paraissait impossible aux *observateurs* spécialisés, voilà ce dont témoigne à la perfection la fine prophétie du ridicule Escarpit, écrivant dans *Le Monde* paru le même jour (daté du 4 mai) : «Rien n'est moins révolutionnaire, rien n'est plus conformiste que la pseudo-colère d'un casseur de carreaux, même s'il habille sa mandarinoclastie d'un langage marxiste ou situationniste.»

Chapitre III
La lutte dans la rue

«Je sais que vous les comptez pour rien, parce que la cour est armée ; mais je vous supplie de me permettre de vous dire que l'on doit les compter pour beaucoup, toutes les fois qu'ils se comptent eux-mêmes pour tout. Ils en sont là : ils commencent eux-mêmes à compter vos armées pour rien, et le malheur est que leur force consiste dans leur imagination ; et l'on peut dire avec vérité qu'à la différence de toutes les autres sortes de puissance, ils peuvent, quand ils sont arrivés à un certain point, tout ce qu'ils croient pouvoir.»

Cardinal de RETZ, *Mémoires*.

En lui-même, le meeting du 3 mai était banal : trois ou quatre cents assistants, comme d'habitude, avaient répondu au mot d'ordre. Les quelques dizaines de fascistes du groupe «Occident» contre-manifestèrent en début d'après-midi sur le boulevard Saint-Michel. Plusieurs Enragés qui étaient dans la Sorbonne suggérèrent d'organiser l'autodéfense. On dut briser des meubles pour suppléer à l'absence de matraques. Le recteur Roche et ses policiers crurent pouvoir saisir ce prétexte pour sévir. La police et la gendarmerie mobile envahirent la Sorbonne sans rencontrer de résistance. Les étudiants furent encerclés dans la cour. On leur proposa de se retirer librement. Ils acceptèrent, et on laissa effectivement passer les premiers. L'opération prit du temps, et d'autres étudiants commencèrent à s'attrouper dans le quartier. Les deux cents derniers manifestants de la Sorbonne, parmi lesquels tous les responsables, furent arrêtés. Sur le passage des cars qui les emmenaient [L'un d'eux ne livra pas tous ses captifs à destination. Trois policiers seulement les y gardaient. Ils furent molestés, et quelques dizaines de manifestants s'échappèrent.], le Quartier latin se souleva.

C'était la première fois depuis très longtemps qu'à Paris quelques milliers de manifestants résistaient à la police, si longuement et si énergiquement. Des charges incessantes, accueillies à coups de pavés, ne parvenaient pas, pendant plusieurs heures, à dégager le boulevard Saint-Michel et les rues avoisinantes.

Six cents personnes furent appréhendées.

En réaction immédiate, le Syndicat national de l'Enseignement supérieur, puis l'U.N.E.F., lancèrent le mot d'ordre d'une grève illimitée dans l'enseignement supérieur. La condamnation de quatre manifestants à des peines de prison fermes, prononcées le dimanche 5 mai, contribua davantage à durcir la manifestation qui avait été prévue pour le 6, afin de faire pression sur le Conseil de l'Université.

Les staliniens faisaient naturellement de leur mieux pour casser le mouvement. L'éditorial de Georges Marchais dans *L'Humanité* du 3 mai, qui exposait cette politique à un niveau presque parodique indigna la masse des étudiants. C'est à partir de ce moment que les staliniens se virent refuser la parole dans tous les centres d'agitation révolutionnaire que le mouvement des étudiants allait créer.

Toute la journée du 6 mai fut marquée par des manifestations qui, des le début de l'après-midi, tournèrent à l'émeute. Les premières barricades furent dressées place Maubert, et défendues pendant trois heures. Simultanément, des combats se déroulaient en bas du boulevard Saint-Michel, place du Châtelet, puis dans les Halles. Au début de la soirée, les manifestants, qui étaient plus de dix mille, tenaient principalement la zone de la place Saint-Germain-des-Prés où ils avaient été rejoints par le gros du cortège organisé par l'U.N.E.F. à Denfert-Rochereau, à partir de 18 heures seulement [Il convient de relever à ce propos le décalage entre l'attitude des organisateurs et la lutte réelle qui se déroulait depuis des heures : «Aux abords de la place Denfert-Rochereau, où on ne note la présence d'aucun policier … des barricades sont élevées à l'aide de matériaux de divers chantiers avoisinants malgré les injonctions du service d'ordre de l'U.N.E.F. et de diverses autres organisations étudiantes.» (*Le Monde*, 8 mai.)]. «Ce qui va succéder, écrivait *Le Monde* du 8 mai, va dépasser en violence et en ampleur tout ce qui s'est produit durant cette journée déjà surprenante à tous égards. Ce sera une sorte de combat de rue atteignant parfois une sorte de frénésie, où chaque coup porté est aussitôt rendu, où le terrain à peine conquis est déjà repris… Moments dramatiques et déraisonnables durant lesquels, pour l'observateur, semblait souffler un vent de folie.» Et *L'Aurore*, du 7 mai, note : «On aperçoit aux côtés des manifestants des bandes de blousons noirs, armés de barres de fer, qui sont descendus des portes de Paris pour prêter main-forte aux étudiants.» Les derniers affrontements continuèrent après minuit, surtout à Montparnasse.

Pour la première fois, les voitures avaient été renversées en travers des rues, et incendiées ; les rues dépavées pour faire des barricades ; des magasins pillés. La pratique de ces inscriptions subversives expérimentées à Nanterre commença ce jour-là à se répandre dans plusieurs quartiers de Paris. À mesure que se renforçaient les barricades, et les capacités de contre-attaque des émeutiers, les forces de police étaient contraintes d'abandonner la méthode des charges directes pour une lutte de positions, employant principalement la grenade offensive et les gaz lacrymogènes.

Ce jour marque l'intervention dans la lutte des premiers ouvriers, des lycéens qui avaient organisé dès le matin d'importantes manifestations, des blousons noirs et des jeunes chômeurs. La spontanéité et la violence de cette suite d'émeutes contrastaient vivement avec la platitude des buts et des slogans proposés par ses initiateurs universitaires [«Halte à la répression», «Libérez nos camarades», «Roche démission», «Liberté syndicale», «La Sorbonne aux étudiants». La même arriération est à relever dans le ton de la déclaration du bureau national de la F.E.R. qui, le lendemain, «salue les milliers d'étudiants et de jeunes travailleurs qui, à l'appel de l'U.N.E.F., se sont, *pour la défense des libertés démocratiques et syndicales*, trouvés opposés toute la journée de lundi

aux forces de répression de l'État gaulliste.» (*Souligné par l'auteur.*)]. Et déjà le fait que des blousons noirs aient pu se battre en criant «La Sorbonne aux étudiants !» montrait la fin de toute une période. Huit jours après, ces blousons noirs politisés étaient eux-mêmes à la Sorbonne.

L'U.N.E.F., qui n'avait cessé de désavouer les violences tout au long des manifestations, se vit obligée dès le lendemain de corriger verbalement son attitude afin d'échapper au discrédit total, et de pouvoir ainsi poursuivre son activité modératrice. En revanche, les staliniens de la C.G.T., faisant la part du feu, préférèrent se couper complètement de la masse des étudiants, pour préserver leur contrôle sur les ouvriers maintenus dans l'isolement. Seguy, dans une conférence de presse du 7 au matin, proclamait : «Aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière, l'accusant d'être embourgeoisée, et ont l'outrancière prétention de venir lui inculquer la théorie révolutionnaire et diriger son combat. Avec d'autres gauchistes, des éléments s'emploient à vider le syndicalisme étudiant de son contenu revendicatif, démocratique et de masse au préjudice de l'U.N.E.F. Mais ils agissent à la satisfaction du pouvoir…» C'est dans ce contexte précis que Geismar, Sauvageot et Cohn-Bendit purent devenir les *leaders apparents* d'un mouvement sans leaders. La presse et la radio-télévision, qui cherchaient des chefs, ne trouvèrent qu'eux. Ils devinrent les inséparables vedettes photogéniques d'un spectacle plaqué à la hâte sur la réalité révolutionnaire. Acceptant ce rôle, ils parlaient au nom d'un mouvement qu'ils ne comprenaient pas. Certes, pour ce faire, ils durent aussi accepter, à mesure qu'elles s'y manifestaient, la plus grande partie de ses tendances révolutionnaires (Cohn-Bendit étant celui qui sut en refléter un peu mieux le contenu radical). Mais cette Sainte-Famille du néo-gauchisme improvisé, ne pouvant qu'être la déformation spectaculaire du mouvement réel, en présenta aussi l'image la plus caricaturale. Leur Trinité sans cesse offerte aux *mass-media* représentait en fait le contraire de la *communication* véritable qui se cherchait et se réalisait dans la lutte. Ce trio de charme idéologique en 819 lignes ne pouvait évidemment dire que l'acceptable — donc le déformé et le récupéré — qu'un tel mode de transmission supporte ; alors que justement le sens du moment qui les avait propulsés hors du néant était purement l'*inacceptable*.

La manifestation du 7 mai fut si bien encadrée, par l'U.N.E.F. et ses noyauteurs empressés, qu'elle se borna à une interminable promenade permise sur un itinéraire aberrant : de Denfert à l'Étoile et retour. Les organisateurs ne demandaient que la réouverture de la Sorbonne, le retrait des policiers du quartier Latin, la libération des étudiants condamnés. Ils continuèrent à amuser le tapis pendant les deux jours suivants, où n'eurent lieu que des accrochages mineurs. Mais le gouvernement tarda à satisfaire leurs modestes exigences. Il promettait bien de rouvrir la Sorbonne, mais Sauvageot et Geismar, déjà accusés de trahison par la base impatiente, avaient dû annoncer que le bâtiment serait occupé jour et nuit pour permettre un *sit-in* consacré à «des discussions sur les problèmes de l'Université». Dans ces conditions, le ministre Peyrefitte maintint la garde policière de la Sorbonne, tout en rouvrant Nanterre comme test pour mesurer la «bonne volonté» des étudiants.

Le vendredi 10 mai [Le Conseil de l'Université, qui devait siéger ce jour-là pour juger l'affaire de Nanterre, décida de reporter sa session, en considérant que les conditions de sérénité requises n'étaient plus réunies. Un tract anonyme distribué à partir du 6, *Conseil de l'Université de Paris, mode d'emploi*, avait révélé les adresses personnelles et les numéros de téléphone de tous les membres. La déclaration de René Riesel, Le château brûle !, ne put donc être lue aux juges : elle fut seulement distribuée aux manifestants.] plus de vingt mille personnes se réunirent, encore une fois, place Denfert-Rochereau. Les

mêmes organisateurs discutèrent de l'endroit où ils pourraient conduire la manifestation. Après un long débat, ils se décidèrent pour l'O.R.T.F. — mais avec un détour préalable par le ministère de la Justice. Arrivant au Quartier latin, les manifestants trouvèrent barrées toutes les issues vers la Seine, ce qui achevait de condamner un itinéraire déjà absurde. Ils résolurent de rester dans le Quartier latin tant que la Sorbonne ne leur serait pas rendue. Vers 21 heures, on commença spontanément à élever des barricades. Chacun y reconnut instantanément la réalité de ses désirs. Jamais la passion de la destruction ne s'était montrée plus créatrice. Tous coururent aux barricades.

Les leaders n'avaient plus la parole. Ils durent accepter le fait accompli, en essayant sottement de le minimiser. Ils crièrent que les barricades seraient seulement défensives ; *que l'on ne provoquerait pas la police !* Sans doute, les forces du maintien de l'ordre avaient commis une lourde faute technique en laissant s'élever les barricades, sans prendre immédiatement le risque d'un assaut pour les enlever. Mais l'installation d'un système de barricades tenant solidement tout un quartier *était déjà* un pas impardonnable vers la négation de l'État : n'importe quelle forme de pouvoir étatique était obligée de reconquérir à très court terme la zone des barricades qui lui avait échappé, ou bien de disparaître [C'est à cause de cet excès de distorsion idéologique soutenu par leurs abusifs porte-paroles que tant de gens croyaient, dans les barricades, que la police pourrait renoncer à les attaquer.].

Le quartier des barricades était circonscrit par le boulevard Saint-Michel à l'ouest, la rue Claude-Bernard au sud, la rue Mouffetard à l'est, la rue Soufflot et la place du Panthéon au nord, lignes que ses défenses bordaient sans les contrôler. Ses principales artères étaient les rues Gay-Lussac, Lhomond et Toumefort, orientées nord-ouest-sud-est ; et la rue d'Ulm dans la direction nord-sud. Les rues Pierre-Curie et Ursulines-Thuillier constituaient ses seules communications d'est en ouest. Le quartier aux mains des insurgés connut une existence indépendante entre 22 heures et 2 heures du matin. Attaqué à 2 heures 15 par les forces qui le cernaient de toutes parts, il réussit à se défendre plus de trois heures, perdant toujours du terrain dans l'ouest et résistant jusqu'à 5 heures 30 aux abords de la rue Mouffetard.

Entre 1500 et 2000 barricadiers étaient restés dans le périmètre au moment de l'attaque. On pouvait y compter les étudiants pour bien moins d'une moitié. Étaient présents un grand nombre de lycéens et de blousons noirs, et quelques centaines d'ouvriers [Pas seulement des *jeunes* ouvriers.]. C'était l'élite ; c'était la pègre. Beaucoup d'étrangers, et beaucoup de filles, participèrent à la lutte. Les éléments révolutionnaires de presque tous les groupes gauchistes s'y retrouvèrent ; notamment une forte proportion d'anarchistes — certains même appartenant à la F.A. —, portant les drapeaux noirs qui avaient commencé à paraître dans la rue le 6 mai, et défendant âprement leur place-forte au carrefour des rues de l'Estrapade, Blainville et Thouin. La population du quartier montra sa sympathie pour les émeutiers mêmes qui brûlaient ses voitures : en leur offrant des vivres, en lançant de l'eau pour combattre l'effet des gaz, enfin en leur donnant asile.

Les soixante barricades, dont une vingtaine étaient très solides, permettaient une défense assez prolongée, et un repli en combattant, mais à l'intérieur d'un périmètre restreint. Le faible armement improvisé, et surtout l'inorganisation qui interdisait de lancer des contre-attaques ou de manœuvrer dans le but d'élargir la zone des combats, laissaient les émeutiers pris dans une nasse.

Les dernières prétentions de ceux qui aspiraient à se placer à la tête du mouvement s'écroulèrent cette nuit-là dans la démission honteuse, ou bien dans la pure impuissance. La F.E.R., qui avait la troupe la mieux encadrée, fit

parader ses cinq cents militants jusqu'aux barricades, pour y déclarer qu'il s'agissait d'une provocation, et qu'il fallait donc s'en aller. Ce qu'ils firent, drapeau rouge en tête. Pendant ce temps Cohn-Bendit et Sauvageot, toujours prisonniers de leurs obligations de vedettes, allaient signifier au recteur Roche que, «pour éviter toute effusion de sang», il fallait que la police se retirât du quartier. Cette extravagante demande, présentée dans un tel moment à un sous-fifre, était tellement dépassée par les événements qu'elle ne pouvait qu'entretenir pour une heure les illusions des plus naïfs. Roche conseilla simplement à ceux qui avaient consenti à venir lui parler de faire rentrer chez eux «les étudiants».

La bataille fut très dure. Les C.R.S., la police, la gendarmerie mobile réussirent à rendre intenables les barricades par un bombardement intense de grenades incendiaires, de grenades offensives, et de gaz «au chlore», avant de se risquer à les prendre d'assaut. Les émeutiers ripostaient à coups de pavés et de cocktails Molotov. Ils incendièrent les voitures, renversées en chicane, pour retarder l'avance de l'ennemi ; certains se postèrent sur les toits pour lancer toutes sortes de projectiles. En plusieurs occasions, la police dut reculer. Les révolutionnaires, le plus souvent, mettaient le feu aux barricades sur lesquelles ils ne pouvaient plus se maintenir. Il y eut plusieurs centaines de blessés, et cinq cents arrestations. Quatre ou cinq cents émeutiers furent accueillis dans les bâtiments de l 'École normale supérieure, rue d'Ulm, que la police n'osa pas envahir. Deux ou trois cents autres avaient pu se retirer vers la rue Monge, ou trouver refuge chez des habitants du quartier, ou fuir par les toits. Jusqu'à la fin de la matinée, la police ratissa le quartier, assommant et emmenant tout ce qui lui paraissait suspect.

Chapitre IV
L'occupation de la Sorbonne

«C'est le lieu où les conditions objectives de la conscience historique sont réunies ; la réalisation de la communication directe active*, où finissent la spécialisation, la hiérarchie et la séparation, où les conditions existantes ont été transformées "en conditions d'unité" … Là seulement la négation spectaculaire de la vie est niée à son tour. L'apparition des Conseils fut la réalité la plus haute du mouvement prolétarien dans le premier quart du siècle, réalité qui resta inaperçue ou travestie parce qu'elle disparaissait avec le reste du mouvement que l'ensemble de l'expérience historique d'alors démentait et éliminait. Dans le nouveau moment de la citique prolétarienne, ce résultat revient comme le seul point invaincu du mouvement vaincu. La conscience historique qui sait qu'elle a en lui son seul milieu d'existence peut le reconnaître maintenant, non plus à la périphérie de ce qui reflue, mais au centre de ce qui monte.»*

DEBORD, *La Société du spectacle*.

La nuit de bataille autour de la rue Gay-Lussac causa dans tout le pays de la stupeur. L'indignation qui, pour une grande partie de la population, s'y mêla bientôt, ne se tourna pas contre les émeutiers, malgré l'ampleur des destructions qu'ils avaient commises, mais contre les violences excessives des forces de l'ordre. La radio avait, toute la nuit, décrit instant par instant les conditions dans lesquelles le camp retranché s'était défendu et avait été emporté. On savait, notamment, qu'un grand nombre de blessés gravement atteints n'avaient pu être soignés pendant des heures parce que les assiégeants interdisaient leur évacuation. On leur reprochait aussi d'avoir fait grand usage d'un gaz nouveau et redoutable, quoique les autorités responsables aient commencé par démentir son emploi. Enfin la conviction qu'il y avait eu un

certain nombre de morts, que la police restée maîtresse du terrain aurait fait disparaître, était généralement répandue [Le fait n'a pas été démontré. La vraisemblance de l'hypothèse découle de deux considérations : d'une part, il est peu probable qu'entre tant de blessés graves, et si peu promptement secourus, personne ne meure ; d'autre part, il est peu probable que le gouvernement se soit résigné au recul considérable, et lourd de risques, qu'il devait tenter le soir même, sans tenir compte d'informations particulières sur la gravité des affrontements. Il est hors de doute que les services d'un État moderne ont la possibilité de dissimuler quelques tués. Non, bien sûr, en les laissant compter parmi des «personnes disparues» mais, par exemple, comme certains l'ont avancé, en les présentant comme victimes d'accidents de la route survenus hors de Paris.].

Dès le samedi 11 mai, toutes les directions syndicales appelèrent à *une journée* de grève générale, le 13. Il s'agissait pour elles de mettre un point final au mouvement, en tirant le maximum d'une solidarité superficiellement affirmée «contre la répression». Les syndicats devaient aussi faire ce geste parce qu'ils constataient l'impression profonde causée parmi les ouvriers par la lutte directe en cours depuis une semaine. Un tel exemple menaçait déjà leur autorité. Leur grève de récupération ne respecta pas le temps de préavis légal : voilà tout ce qu'elle devait avoir de subversif.

Le gouvernement, qui avait d'abord réagi, tôt le matin, à l'instant de la chute du quartier des barricades, par un communiqué menaçant qui évoquait un complot et des sanctions, devant l'ampleur des protestations, se résolut à une complète volte-face. Le Premier ministre Pompidou, rentré samedi soir d'Afghanistan, joua en hâte la carte de l'apaisement. Il annonça, passant outre à tout ménagement hypocrite quant à l'indépendance de principe de la magistrature, que les étudiants condamnés allaient être libérés après un nouveau procès immédiat ; ce qui arriva effectivement. Il octroya les locaux de l'annexe Censier de la Faculté des Lettres, dès le dimanche, pour que s'y tînt légalement le *sit-in* déjà revendiqué, concernant une réforme de l'Université ; cette discussion y commença incontinent, et pendant plusieurs jours l'atmosphère, studieuse et modérée, de Censier se ressentit de la tare originelle de sa naissance. Enfin, Pompidou promit de retirer, dès lundi, toutes les forces de police du quartier Latin, et par conséquent les barrages qui gardaient la Sorbonne. Au matin du 13 mai, la police avait décampé, et la Sorbonne était donc *à prendre*.

Pendant la journée du 13 le mot d'ordre de grève générale fut largement suivi. Dans un défilé pacifique, près d'un million de travailleurs, avec les étudiants et les professeurs, traversèrent Paris, de la République à Denfert-Rochereau, rencontrant sur leur parcours la sympathie générale. Les slogans portaient sur la solidarité des ouvriers et des étudiants, et réclamaient, pour le dixième anniversaire de sa venue au pouvoir, le départ de de Gaulle. Plus de cent drapeaux noirs étaient mêlés à la multitude de drapeaux rouges, réalisant pour la première fois cette conjonction des deux drapeaux qui allait bientôt devenir la marque du courant le plus radical du mouvement des occupations, non tant comme affirmation d'une présence anarchiste autonome que comme signe de la démocratie ouvrière.

Les syndicalistes obtinrent aisément la dispersion à Denfert ; quelques milliers de manifestants, étudiants pour la plupart, repartirent jusqu'au Champ-de-Mars où un meeting s'improvisa. Pendant ce temps, un certain nombre d'autres avaient commencé l'occupation de la Sorbonne. C'est là que se produisit spontanément un phénomène d'une importance décisive : tous ceux qui étaient présents décidèrent d'ouvrir la Sorbonne aux travailleurs. C'était prendre au mot le slogan abstrait de la manifestation : la solidarité ouvriers-étudiants. Ce passage était favorisé par la rencontre effective d'ouvriers ce jour-là, et surtout

par le dialogue direct engagé entre les étudiants et des ouvriers avancés, venus de la manifestation pour dire qu'ils avaient été en accord, dès le premier jour, avec la lutte des étudiants ; et pour dénoncer le sale travail des staliniens. Un certain ouvriérisme, cultivé par les spécialistes sous-bureaucratiques du révolutionnarisme, n'était certainement pas absent dans les motivations de cette décision. Mais ce que ces leaders avaient dit, sans vraiment y croire, et sans en mesurer les conséquences, prit un sens révolutionnaire à cause de l'atmosphère de *liberté totale* du débat ouvert dans la Sorbonne, qui annula complètement le paternalisme implicite de leur projet. En fait, peu d'ouvriers vinrent dans la Sorbonne. Mais, parce que la Sorbonne avait été déclarée ouverte à la population, les limites du problème étudiant et du public concerné avaient été brisées. Et parce que la Sorbonne commençait à réaliser une discussion démocratique qui mettait tout en question et considérait comme exécutoires les décisions prises, elle devint un phare pour les ouvriers dans tout le pays : elle leur montra leurs propres possibilités.

La complète liberté d'expression se manifesta dans la prise de possession des murs aussi bien que par la libre discussion dans toutes les assemblées. Les affiches de toutes les tendances, jusqu'aux maoïstes, cohabitaient sur les murs sans être lacérées ni recouvertes : les staliniens du P.C.F. seuls préféraient s'abstenir. Les inscriptions à la peinture n'apparurent qu'un peu plus tard. Ce premier soir, la première inscription révolutionnaire apposée, sous forme de phylactère, sur une des fresques, — la fameuse formule «L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier bureaucrate aura été pendu avec les tripes du dernier capitaliste» — souleva quelques remous. Après un débat public, la majorité décida de l'effacer. Ce qui fut fait [L'auteur de cet ouvrage se flatte d'avoir lui-même tracé cette inscription, controversée sur le moment, mais qui ouvrit la voie à une si fertile activité. (Voir à ce sujet la revue *Internationale Situationniste* no 11, page 32 *et passim*.)].

Le 14 mai fut fondé le Comité Enragés-Internationale situationniste [Les contacts entre l'I.S. et les Enragés avaient pris forme au lendemain du tract publié le 21 février par ceux-ci. Ayant prouvé leur autonomie, les Enragés pouvaient justement s'entendre avec l'I.S., qui avait toujours fait d'une telle autonomie le préalable de tout accord. À la fin de la période des occupations, le Comité Enragés-I.S. convint de poursuivre cette unité dans l'I.S.]. Il commença aussitôt à apposer sur les murs de la Sorbonne quelques affiches qui disaient bien ce qu'elles voulaient dire. L'une mettait en garde contre l'illusion d'une démocratie directe cantonnée dans la Sorbonne. Une autre appelait à la vigilance : «Les récupérateurs sont parmi nous !» Une autre encore se prononçait contre «toute survie de l'art» et «le règne de la séparation». Une enfin — «Déchristianisons immédiatement la Sorbonne» — s'indignait de la tolérance coupable manifestée par les occupants à propos de la chapelle qui était encore préservée : «Déterrons, disait-elle, et renvoyons à l'Élysée et au Vatican les restes de l'immonde Richelieu, homme d'État et cardinal.» Il est à noter que cette affiche se trouva être la première dans la Sorbonne subrepticement lacérée par des personnes qui désapprouvaient son contenu. Par ailleurs la «Commission Culture et Créativité» du «22 mars» jeta ce jour-là ses derniers feux en affichant sur l'édifice un certain nombre de citations de l'I.S., notamment du livre de Vaneigem.

C'est aussi le 14 mai que se tînt la première assemblée générale des occupants, affirmant son statut de seul pouvoir dans la Sorbonne, et organisant le fonctionnement de l'occupation. Le débat fit apparaître trois tendances : une partie assez considérable de l'assistance, s'exprimant peu mais révélant sa modération en applaudissant certains discours débiles, voulait simplement une réforme de l'Université, un accommodement sur les examens, une sorte de front universitaire avec la gauche du corps professoral. Un courant plus fort,

réunissant tous les groupes gauchistes et leur clientèle, voulait poursuivre la lutte jusqu'à la chute du gaullisme, voire celle du capitalisme. Une troisième position, très minoritaire mais entendue, exigeait l'abolition des classes, du salariat, du spectacle et de la survie. Elle fut clairement exprimée par une déclaration de René Riesel, au nom des Enragés. Il dit que la question universitaire était désormais dépassée, et que «les examens avaient été annulés par les barricades». Il demanda à l'assemblée de se prononcer pour la libération de tous les émeutiers, *y compris les pillards* arrêtés le 6 mai. Il montra que le seul avenir pour le mouvement était avec les travailleurs, non «à leur service» mais à leurs côtés ; et que les travailleurs, ce n'étaient aucunement leurs organisations bureaucratiques. Il affirma que l'on ne pouvait combattre l'aliénation présente en négligeant celles du passé — «plus de chapelle !» —, ni celles qui se préparent pour demain : «les sociologues et les psychologues sont d'autres flics !». Il dénonça une autorité policière de même nature dans les rapports hiérarchiques avec les professeurs. Il mit en garde contre la récupération du mouvement par les leaders gauchistes, et sa liquidation prévisible par les *staliniens*. Il conclut en faveur du pouvoir des Conseils ouvriers. Cette intervention suscita des mouvements divers. La proposition sur les pillards fut beaucoup plus huée qu'applaudie. L'attaque contre les professeurs choqua. La première dénonciation ouverte des staliniens étonna. Cependant, quand un peu plus tard l'assemblée procéda à l'élection du premier «Comité d'occupation», son organe exécutif, Riesel y fut nommé. Seul à avoir indiqué son appartenance, il fut aussi le seul à définir un programme : reprenant pour cela la parole, il précisa qu'il défendrait «la démocratie directe dans la Sorbonne», et la perspective du pouvoir international des Conseils ouvriers.

L'occupation des facultés et écoles d'enseignement supérieur avait commencé à Paris : Beaux-Arts, Nanterre, Conservatoire d'Art dramatique, Médecine. Toutes devaient suivre.

À la fin de la même journée du 14 mai, les ouvriers de Sud-Aviation, à Nantes, occupèrent leur usine et s'y barricadèrent, après avoir enfermé le directeur Duvochel, et des gens de l'administration, dans des bureaux dont ils soudèrent les portes. Outre l'exemple de l'occupation de la Sorbonne, les ouvriers avaient pu tirer la leçon des incidents survenus la veille à Nantes. À l'appel du bureau nantais de l'U.N.E.F. qui, comme on l'a vu plus haut, était tenu par des révolutionnaires, les étudiants ne se contentèrent pas de défiler avec les syndicalistes. Ils marchèrent sur la préfecture, pour exiger l'annulation des poursuites précédemment engagées contre eux, et la restitution d'une subvention annuelle de 10.000 F qui leur avait été supprimée, comme on pense, depuis leurs prises de position radicales. Ils édifièrent deux barricades, que les C.R.S. essayèrent de reprendre. Des universitaires s'étant offerts comme intermédiaires, une trêve se fit, dont le préfet profita pour recevoir une délégation. Il céda sur toute la ligne : le recteur retirant sa plainte et payant. Nombre d'ouvriers de la ville avaient participé à ce combat. Ils purent constater l'efficacité de cette forme de revendication. Ceux de Sud-Aviation devaient s'en souvenir le lendemain. Les étudiants de Nantes vinrent aussitôt soutenir les piquets de grève.

Connue le 15 mai, l'occupation de Sud-Aviation fut partout comprise comme un acte d'une importance capitale : si d'autres usines suivaient la grève sauvage, le mouvement deviendrait irréversiblement cette crise historique qui était attendue par les plus lucides. En fin de matinée, le Comité d'occupation de la Sorbonne adressait au Comité de grève un télégramme de soutien, «de Sorbonne occupée à Sud-Aviation occupée».

Ce fut la seule activité dont le Comité d'occupation se trouva capable pendant la plus grande partie de la journée, encore en était-on redevable à Riesel. En

effet, dès la première réunion du Comité, était apparu un stupéfiant contraste entre la fonction qu'il assumait en principe par délégation expresse de l'assemblée générale, et les conditions réelles qui lui étaient faites. Le Comité d'occupation était composé de quinze membres élus et révoquables chaque jour par l'assemblée générale, responsables devant elle seule, et chargés d'organiser et maintenir l'occupation de la Sorbonne. Tous les services improvisés, ou qui devraient être mis en place, pour le fonctionnement et la défense du bâtiment et de ce qui s'y faisait, étaient placés sous son contrôle. Il s'agissait de rendre possible en permanence la discussion libre, et d'assurer et faciliter la continuation des activités en cours — ceci allant de la distribution des salles à l'organisation du ravitaillement ; de la diffusion démocratique, écrite et orale, des informations au maintien de la sécurité. La réalité était tout autre : des bureaucrates U.N.E.F. en faillite, le vieux tandem Kravetz et Peninou resurgi de l'oubli qui l'avait justement englouti, s'étaient glissés dans les couloirs qu'ils connaissaient bien pour s'installer dans quelque cave, d'où ils s'employaient à ressaisir tous les fils du *pouvoir réel*, à coordonner l'action de toutes sortes de techniciens bénévoles qui se trouvaient être de leurs amis. C'était le cas d'un «Comité de coordination», qui s'était élu lui-même. Le «Comité de liaison inter-facultés» travaillait pour son propre compte. Le service d'ordre, parfaitement autonome, n'obéissait qu'à son chef, brave garçon au demeurant, qui s'était désigné tout seul et entendait ne discuter qu'à partir de cette position de force. Le «Comité de presse», composé de jeunes ou de futurs journalistes, n'était pas à la disposition de la Sorbonne, mais de la presse française dans son ensemble. Quant à la sonorisation, elle était tout simplement tenue par des éléments de droite, mais spécialistes de la radio.

Dans ce contexte surprenant, le Comité d'occupation éprouvait même quelque difficulté à disposer d'une salle : chaque féodalité déjà installée avait des prétentions sur la totalité des locaux. Sans doute découragés, la plupart des membres disparurent pour s'introduire, en désespoir de cause, dans les différents comités subordonnés mais insoumis, parce qu'ils leur reconnaissaient le mérite d'exister. Il apparaissait à l'évidence que les manipulateurs cités plus haut avaient pensé éterniser leur pouvoir en plaçant dans une position décorative de simples potiches le seul comité élu [Quelque temps après, Peninou consterné ne se gênait pas pour exhaler ses plaintes devant témoin : «On était tous d'accord, gémissait-il, pour qu'aucun groupe ne participe au Comité d'occupation. On avait l'accord de la F.E.R., de la J.C.R., des "Chinois", etc. On avait oublié les situationnistes !»]. Les manipulateurs devaient être satisfaits du résultat de leurs manœuvres pour la journée du 15 car, à l'assemblée générale qui se réunit le soir, ils proposèrent la reconduction en bloc, pour vingt-quatre heures, du fantômatique Comité d'occupation. Les huit membres du «Comité de coordination» furent aussi confirmés, comme simples auxiliaires du Comité d'occupation. Déjà fort des mécanismes pratiques qu'il avait en main, le Comité de coordination pensa achever sa prise du pouvoir en signifiant directement au Comité d'occupation qu'il n'existait plus. Presque tous les membres de ce dernier, qui venaient justement de réapparaître pour s'entendre réélire par l'assemblée générale, pour le coup se résignèrent à se disperser. Seuls deux membres du Comité d'occupation allèrent en appeler à la base, en dénonçant la manière scandaleuse dont le pouvoir de l'assemblée générale était bafoué. Riesel s'adressa, dans la cour, aux occupants, pour les ramener dans l'assemblée générale, afin qu'elle tranche entre les bureaucrates et ses délégués. Quelques minutes après, la tribune était envahie, et les bureaucrates sommés de s'expliquer publiquement. En butte à l'indignation générale, ils se rétractèrent honteusement. Ce qui restait du Comité d'occupation, appuyé par les éléments qui s'étaient tout de suite ralliés à lui, commença d'exister réellement.

Pendant la même journée du 15, les ouvriers de l'usine Renault de Cléon, en

Seine-Maritime, se mettaient en grève et décidaient d'occuper leur usine, en y enfermant eux aussi les directeurs. Les usines Lockheed à Beauvais et Unulec à Orléans débrayèrent aussi. À la fin de la soirée, deux ou trois cents personnes se portèrent sur l'«Odéon-Théâtre de France» à l'heure de la sortie des spectateurs, et s'y installèrent comme occupants. Si le contenu de cette «libération» resta toujours limité — dominé par les gens et les problèmes de la culture — le fait même de s'emparer d'un bâtiment extérieur à tout alibi universitaire n'en signifiait pas moins un élargissement du mouvement : c'était une mise en scène bouffonne de la décomposition du pouvoir étatique. Dans la nuit qui suivit, les plus belles inscriptions de l'époque surgirent partout dans la Sorbonne.

Au matin du 16 mai, l'occupation de Renault-Cléon fut connue, et une partie des travailleurs des «Nouvelles Messageries de la Presse parisienne» commencèrent, eux aussi, une grève sauvage, en essayant de bloquer la distribution des journaux. Le Comité d'occupation de la Sorbonne, qui siégeait dans la salle Jules Bonnot (anciennement Cavaillès) lança à 15 heures le communiqué suivant :

«Camarades, l'usine Sud-Aviation de Nantes étant occupée depuis deux jours par les ouvriers et les étudiants de cette ville ; le mouvement s'étendant aujourd'hui à plusieurs usines (N.M.P.P.-Paris, Renault-Cléon, etc.) *le Comité d'occupation de la Sorbonne* appelle à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils ouvriers. Camarades, diffusez et reproduisez au plus vite cet appel.»

Le Comité d'occupation, comme on l'a dit, se trouvait dépourvu de tout moyen matériel pour exercer la moindre activité. Pour diffuser son appel, il se mit donc en devoir de ressaisir ces moyens. Il pouvait compter sur l'appui des Enragés, des situationnistes, et d'une quinzaine d'autres révolutionnaires. Des fenêtres de la salle Jules Bonnot, on demanda dans la cour, au moyen d'un mégaphone, des volontaires, qui se présentèrent nombreux. Ils recopièrent le texte qui n'était pas encore tiré, et allèrent le lire dans tous les amphithéâtres, et dans les autres facultés. Le tirage étant volontairement ralenti par les services du C.L.I.F., le Comité d'occupation dut réquisitionner des machines pour l'impression, et organisa son propre service de diffusion. La sonorisation ayant mis de la mauvaise volonté à passer le texte de cet appel à intervalles réguliers, le Comité d'occupation la fit saisir : les spécialistes dépités sabotèrent l'installation en s'en allant, des partisans du Comité d'occupation la remirent en état de marche. On s'empara des téléphones pour passer le communiqué aux agences de presse, en province, à l'étranger. Dès 15 heures 30, il commençait à être effectivement diffusé d'une manière satisfaisante.

Cet appel à l'occupation immédiate des usines fit scandale. Non certes dans la masse des occupants de la Sorbonne, où tant de bonnes volontés se manifestèrent aussitôt pour en assurer la diffusion, mais parmi les cadres des petits partis gauchistes, qui vinrent, affolés, parler d'aventurisme et de folie. Ils furent sèchement éconduits ; le Comité d'occupation n'avait pas de comptes à rendre aux divers groupuscules. Ainsi Krivine, le leader de la J.C.R., fut-il successivement refoulé de la sonorisation et de la salle Jules Bonnot, où il était venu en courant exprimer sa désapprobation, son angoisse, et même sa sotte prétention de faire annuler le communiqué ! Quelque envie qu'ils en aient eue, les manipulateurs n'avaient plus de forces suffisantes pour attenter encore à la souveraineté de l'assemblée générale, en lançant quelque raid contre la salle Jules Bonnot. En effet, le Comité d'occupation avait mis en place dès le début de l'après-midi son propre service de sécurité, pour parer à toute utilisation irresponsable d'un service d'ordre peu sûr. Il s'employa ensuite à réorganiser ce service d'ordre, par une discussion politique avec ses éléments de base, les

persuadant aisément du rôle anti-démocratique que certains avaient voulu leur faire jouer.

Tout le travail de reprise en main de la Sorbonne fut appuyé par une série de tracts, sortant sur un rythme très rapide, et largement diffusés. Ils étaient aussi lus à la sonorisation, qui en même temps annonçait les nouvelles occupations d'usines, dès qu'elles étaient connues. À 16 heures 30, le tract intitulé Vigilance ! mettait en garde : «La souveraineté de l'assemblée révolutionnaire n'a de sens que si elle exerce son pouvoir. Depuis quarante-huit heures, c'est la capacité même de décision de l'assemblée générale qui est contestée par une obstruction systématique… L'exigence de la démocratie directe est le soutien minimum que les étudiants révolutionnaires puissent apporter aux ouvriers révolutionnaires qui occupent les usines. Il est inadmissible que les incidents d'hier soir en assemblée générale ne soient pas sanctionnés. Les curés la ramènent, quand les affiches anticléricales sont déchirées…» À 17 heures le tract Attention ! dénonçait le Comité de presse qui «refuse de transmettre les communiqués des instances régulièrement élues par l'assemblée générale», et qui *«est un comité de censure»*. Il incitait «les différents groupes de travail» à s'adresser sans intermédiaire à la presse, dont il fournissait quelques numéros de téléphone. À 18 heures 30, le tract Attention aux manipulateurs ! Attention aux bureaucrates ! dénonçait le service d'ordre incontrôlé. Il soulignait l'importance décisive de l'assemblée générale qui devait se tenir le soir : «À l'heure où les ouvriers commencent à occuper plusieurs usines en France, *sur notre exemple et par le même droit que nous*, le Comité d'occupation de la Sorbonne a approuvé aujourd'hui à 15 heures le mouvement. Le problème central de la présente assemblée générale est donc de se prononcer par un vote clair pour soutenir ou désavouer l'appel de son Comité d'occupation. En cas de désaveu, cette assemblée prendra donc la responsabilité de réserver aux étudiants un droit qu'elle refuse à la classe ouvrière et, dans ce cas, il est clair qu'elle ne voudrait plus parler d'autre chose que d'une réforme gaulliste de l'Université.» À 19 heures, un tract proposait une liste de mots d'ordre radicaux à diffuser : «Le pouvoir aux Conseils de travailleurs», «À bas la société spectaculaire-marchande», «Fin de l'Université», etc.

L'ensemble de cette activité, qui accroissait d'heure en heure le nombre des partisans du Comité d'occupation, a été cyniquement falsifié par la presse bourgeoise, à la suite du *Monde* daté du 18 mai, qui en rendait compte en ces termes : «Personne ne sait plus très bien qui dirige le Comité d'occupation de la Sorbonne. En effet, la salle où siège cet organisme, élu chaque soir à 20 heures en assemblée générale, a été envahie en fin d'après-midi par des étudiants "enragés" de l'"Internationale situationniste". Ceux-ci "tiennent" en particulier les micros de la Sorbonne, ce qui leur a permis dans la nuit de lancer plusieurs mots d'ordre que beaucoup d'étudiants ont trouvé aventureux : "Si vous rencontrez un flic, cassez-lui la figure", "Empêchez par la force que l'on prenne des photos à l'intérieur de la Sorbonne". Les étudiants de l'Internationale situationniste ont, d'autre part, "dissous toutes les structures bureaucratiques" mises en place précédemment, telles que le Comité de presse, le service d'ordre. Les décisions de ce Comité pourraient être remises en cause par l'assemblée générale qui doit se réunir ce vendredi à 14 heures.» [Ces calomnies ont la vie dure. Dans *Paris Match* du 6 juillet, on pouvait lire : «Cette poétique anarchie ne dure pas. Un groupe qui se'intitule "situationnistes enragés" s'empare du pouvoir, c'est-à-dire de ce qu'on pourrait appeler la "légalité groupusculaire", et surtout de son instrument essentiel, nécessaire et suffisant : "la sono". La sono, c'est-à-dire la sonorisation, le système de hauts-parleurs par lequel on peut déverser jour et nuit une pluie de slogans dans la cour et les couloirs du vaisseau. Qui tient la sono tient le verbe, et l'autorité. Par la sono, les situationnistes diffusent aussitôt des messages parfaitement

loufoques. Ils appellent par exemple tous les étudiants “à soutenir les malades de Sainte-Anne dans leur lutte de libération contre les psychiatres”.» Dans un tout autre genre, le livre du fasciste François Duprat, *Les Journées de mai 68* (Nouvelles Éditions Latines), qui dénonce «à l’origine du 22 mars l’agitation entretenue à Nanterre par la quarantaine d’étudiants membres de l’*Internationale Situationniste*», prétend voir «la main de la H.V.A. (service de sécurité et d’espionnage est-allemand)» dans les activités de l’I.S. Il en rajoute en mêlant les situationnistes au «22 mars», et en désignant Cohn-Bendit comme «leur ancien ami».]

Cet après-midi du 16 marque le moment où la classe ouvrière, d’une manière irréversible, commence à se déclarer pour le mouvement. À 14 heures, l’usine Renault de Flins est occupée. Entre 15 et 17 heures, la grève sauvage s’impose à Renault-Billancourt. De tous côtés, les occupations d’usines commencent en province. L’occupation des bâtiments publics, qui continue de s’étendre partout, atteint l’hôpital psychiatrique Sainte-Anne, qui est pris en main par son personnel.

Devant l’accumulation de ces nouvelles, tous les groupes gauchistes de la Sorbonne se rallièrent à une marche immédiate sur Billancourt, à 20 heures. Le Comité d’occupation convint qu’il fallait repousser l’assemblée générale, qu’il était pourtant impatient de mettre en face de ses responsabilités. Son communiqué, peu avant 20 heures, déclarait : «En accord avec différents groupes politiques, le Mouvement du 22 mars, l’U.N.E.F., le Comité d’occupation décide de reporter l’assemblée générale du 16 mai à 20 heures au 17 mai à 14 heures. Tous place de la Sorbonne à 20 heures pour marcher sur *Billancourt*.»

L’entrée dans la lutte de Renault-Billancourt, la plus grande usine de France, qui avait eu si souvent un rôle déterminant dans les conflits sociaux, et surtout la menace d’une jonction entre les ouvriers et les occupations révolutionnaires qui s’étaient développées à partir de la lutte des étudiants, épouvantèrent le parti dit communiste et le gouvernement. Avant même d’apprendre le projet d’une marche sur Billancourt, ils réagirent d’une manière presque identique aux mauvaises nouvelles qu’ils connaissaient déjà. À 18 heures 30, un communiqué du bureau politique stalinien «met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d’ordre d’aventure». Peu après 19 heures, un communiqué du gouvernement était diffusé : «En présence de diverses tentatives annoncées ou amorcées par des groupes d’extrémistes pour provoquer une agitation généralisée, le Premier ministre rappelle … que le gouvernement ne pourra tolérer que l’ordre républicain puisse être atteint … Dès lors que la réforme universitaire ne serait plus qu’un prétexte pour plonger le pays dans le désordre, le gouvernement a le devoir de maintenir la paix publique…» Le gouvernement décida aussitôt le rappel de 10.000 réservistes de la gendarmerie.

Trois ou quatre mille occupants de la Sorbonne allèrent, en deux cortèges, jusqu’à Billancourt, toujours avec les drapeaux rouges et noirs. La C.G.T., qui tenait toutes les portes de l’usine, réussit à empêcher la rencontre avec les ouvriers. Quant au projet d’une marche sur l’O.R.T.F., que le Comité Enragés-Internationale situationniste avait essayé de faire adopter par l’assemblée générale dès le 14, et défendu encore le 15, le «22 mars», l’U.N.E.F. et le S.N.E. sup. s’étaient déterminés à le réaliser le lendemain 17 mai. Sitôt cette décision connue, la C.G.T., le 16 à 21 heures, déclara qu’elle prenait «l’allure d’une provocation qui ne peut que servir le pouvoir personnel». À 22 heures 30, le parti stalinien reprit le mot. À minuit le S.N.E. sup. et l’U.N.E.F. obtempérèrent, en faisant savoir qu’ils annulaient leur appel.

Dans la nuit, à la Sorbonne, la contre-offensive des manipulateurs commençait.

Profitant de l'absence des éléments révolutionnaires qui étaient autour des usines Renault, ils tentèrent d'improviser une assemblée générale avec ce qui restait sur place. Le Comité d'occupation y envoya deux délégués qui dénoncèrent le caractère factice d'une assemblée issue de cette manœuvre. Comprenant qu'elle avait été jouée, l'assemblée se dispersa aussitôt.

Au petit jour, les ouvriers des N.M.P.P. firent demander des occupants de la Sorbonne pour renforcer leurs piquets de grève, qui n'avaient pas encore réussi à imposer l'arrêt du travail. Le Comité d'occupation envoya des volontaires. Sur la ligne no 2 du métro, un comité d'action anti-syndical entreprit de mettre en grève la R.A.T.P. Une centaine d'usines allaient être occupées dans la journée. Dès le matin, les ouvriers des entreprises parisiennes en grève, à commencer par Renault, arrivaient à la Sorbonne pour établir ce contact que les syndicats empêchaient aux portes des usines.

L'assemblée générale de 14 heures discuta en priorité une seconde marche sur Billancourt, et renvoya à sa séance du soir le règlement de tous les autres problèmes. La F.E.R. tenta vainement d'envahir la tribune, et son leader parla, tout aussi vainement, pour empêcher cette seconde marche ; ou au moins, si elle devait avoir lieu tout de même, pour qu'elle arbore un seul slogan — para-stalinien : «Front unique ouvrier». La F.E.R. se voyait déjà sans doute reconnue dans un tel «Front», avec la S.F.I.O. et le P.C. Dans toute la crise, la F.E.R. fut au parti stalinien ce que le parti stalinien est au gaullisme : le soutien passa avant la rivalité, et les mêmes bons offices eurent évidemment, à leurs niveaux respectifs, le même salaire d'ingratitude. Un communiqué de la C.G.T.-Renault venait de paraître, déconseillant «vivement aux initiateurs de cette marche de maintenir cette initiative». La marche eut lieu ; elle fut reçue comme la veille. La C.G.T. s'était discréditée encore plus auprès des ouvriers, en affichant à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine la ridicule calomnie qui suit : «Jeunes travailleurs, des éléments révolutionnaires cherchent à susciter la division dans nos rangs pour nous affaiblir. Ces extrémistes ne sont que des suppôts de la bourgeoisie touchant même de grosses récompenses du patronat.»

Le Comité d'occupation avait encore édité, à 13 heures, un tract émanant des ouvriers qui avaient lancé la grève chez Renault, expliquant comment des jeunes travailleurs avaient entraîné la base de certains départements, obligeant les syndicats à approuver tardivement le mouvement qu'ils avaient essayé d'éviter : «Les ouvriers attendent que chaque nuit viennent aux portes des gens pour soutenir en masse un mouvement de masse». À la même heure, des télégrammes étaient envoyés dans plusieurs pays, exposant la position révolutionnaire de la Sorbonne occupée.

Quand l'assemblée générale se réunit enfin à 20 heures, les conditions qui avaient altéré son fonctionnement à ses débuts ne s'étaient aucunement améliorées. La sonorisation ne marchait que pour la durée exacte de certaines interventions, et s'arrêtait précisément pour d'autres. La direction des débats, et surtout la mise aux voix éventuelle d'une motion, dépendaient techniquement d'un grotesque inconnu, évidemment homme de paille de l'U.N.E.F., qui s'était nommé au premier instant de l'occupation président permanent des assemblées générales et qui, réfractaire à tout désaveu et à toute humiliation, s'accrocha à ce poste jusqu'à la fin. La F.E.R., qui avait naïvement publié dès le matin son intention de «reprendre en main» le mouvement, essaya encore d'envahir la tribune. Les manipulateurs de toutes les sectes coopérèrent pour empêcher l'assemblée générale de se prononcer sur les activités du Comité d'occupation qui venait de rendre son mandat — et principalement sur l'appel à l'occupation des usines. Cette obstruction s'accompagna d'une campagne de dénigrement, portant plus volontiers sur des détails destinés à noyer le poisson : une «allure

Saint-Germain-des-Prés» du désordre dans le bâtiment, le mépris témoigné aux petits partis gauchistes et à l'U.N.E.F., un commentaire sur l'occupation de Sainte-Anne où certains prétendirent avoir entendu un appel à la «libération des fous», d'autres misères. L'assemblée se montra incapable de se faire respecter. L'ex-Comité d'occupation, n'ayant pu obtenir un vote sur sa gestion, et ne voulant à aucun degré jouer un rôle dans les luttes d'influence et les compromis qui se faisaient en coulisse pour la désignation du Comité suivant, annonça qu'il quittait la Sorbonne où la démocratie directe était dès à présent étranglée par les bureaucrates. Tous ses partisans sortirent en même temps, et le service d'ordre se trouva dissous, tandis que la F.E.R., qui depuis plus d'une heure menaçait la tribune, en profitait pour s'y ruer. Elle ne put pas pour autant s'annexer la gestion de la Sorbonne, où les mêmes partages d'influence devaient se poursuivre jusqu'à la fin. Le verdict du Comité d'occupation fut malheureusement confirmé par tous les faits.

Si l'échec d'une ébauche de démocratie de conseil dans la Sorbonne fut sans doute nuisible pour la suite du mouvement des occupations, qui devait connaître précisément sur ce terrain son principal manque, duquel découla son échec général, il est de toute façon certain qu'au point atteint à ce moment par la crise, aucun groupe n'avait plus la force suffisante pour intervenir dans un sens révolutionnaire avec un effet notable. Toutes les organisations qui pesèrent effectivement sur le développement ultérieur étaient ennemies de l'autonomie ouvrière. Tout devait dépendre du rapport de forces dans les usines entre les ouvriers, partout isolés et séparés, et la puissance conjointe de l'État et des syndicats.

Chapitre V
La grève générale sauvage

«En France, il suffit qu'on soit quelque chose pour vouloir être tout.»

MARX, *Contribution à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel*.

Pendant la journée du 17 mai, le grève s'étendit à presque toute l'industrie métallurgique et chimique. Après ceux de Renault, les ouvriers de Berliet, Rhodiaceta, Rhône-Poulenc et S.N.E.C.M.A. décidèrent d'occuper les usines. Plusieurs gares étaient aux mains des cheminots, et peu de trains restaient encore en circulation. Les postiers occupaient déjà les centres de tri. Le 18, la grève gagna Air-France et la R.A.T.P. Partie de quelques occupations exemplaires en province, la grève s'était étendue à la région parisienne, pour toucher l'ensemble du pays. Dès ce moment, même les syndicats ne pouvaient plus douter que cette réaction en chaîne de grèves sauvages aboutirait à la grève générale.

Déclenché spontanément, le mouvement des occupations s'était d'emblée affirmé contre toutes les consignes et tout contrôle des syndicats. «À la Direction de la Régie, constatait Le Monde du 18 mai, on souligne le caractère sauvage du déclenchement du mouvement après la grève du 13 mai, qui avait été modérément suivie en province. On estime également paradoxal que le foyer de contestation se situe dans une entreprise où, précisément, il n'y avait sur le plan social que des conflits de routine, relativement mineurs.»

L'ampleur de la grève contraignit les syndicats à une contre-offensive rapide qui allait montrer, avec une évidence particulièrement brutale, leur fonction naturelle de gardiens de l'ordre capitaliste dans les usines. La stratégie

syndicale poursuivait son but principal : détruire la grève. Pour ce faire, les syndicats, qui avaient une longue tradition de briseurs de grèves sauvages, s'employèrent à réduire ce vaste mouvement de grève générale à une série de grèves d'entreprise juxtaposées. La C.G.T. prit la tête de cette contre-offensive. Dès le 17 mai, son Conseil confédéral se réunissait et déclarait : «L'action engagée à *l'initiative de la C.G.T. et avec d'autres organisations syndicales* [L'effarant mensonge est souligné par nos soins.] crée une situation nouvelle et revêt une importance exceptionnelle.» La grève était ainsi acceptée, mais pour refuser tout mot d'ordre de grève générale. Cependant, partout les ouvriers votèrent la grève illimitée avec occupation. Pour devenir les maîtres d'un mouvement qui les menaçait directement, les organisations bureaucratiques devaient d'abord mettre un frein aux initiatives des travailleurs, et faire face à l'autononomie naissante du prolétariat. Elles s'emparèrent donc des Comités de grève, qui devinrent aussitôt un véritable pouvoir policier chargé *d'isoler* les ouvriers dans les usines, et de formuler en leur nom ses propres revendications.

Tandis qu'à la porte de presque toutes les usines, les piquets de grève, toujours aux ordres des syndicats, empêchaient les ouvriers de parler pour eux-mêmes, de parler aux autres et d'entendre parler les courants les plus radicaux qui se manifestaient alors, les directions syndicales se chargeaient de réduire l'ensemble du mouvement à un programme de revendications strictement professionnelles. Le spectacle de la contestation bureaucratique atteignit sa phase parodique, quand on vit la C.F.D.T., fraîchement déchristianisée, s'en prendre à la C.G.T., accusée — à juste titre — de s'en tenir aux «revendications alimentaires», proclamer : «Au-delà des revendications matérielles, c'est le problème de la gestion et de la direction de l'entreprise qui est posé.» Cette surenchère électorale d'un syndicat à vocation moderniste alla jusqu'à proposer «l'autogestion», comme forme du «pouvoir ouvrier dans l'entreprise». On put voir alors les deux falsificateurs-en-chef se lancer à la tête la vérité de leur propre mensonge : le stalinien Seguy en qualifiant l'autogestion de «formule creuse », le curé Descamps en la vidant de son contenu réel. En fait, cette querelle des anciens et des modernes à propos des meilleures formes de défense du capitalisme bureaucratisé, préludait à leur accord fondamental sur la nécessité de négocier avec l'État et le patronat.

Lundi 20 mai, à quelques secteurs près, qui n'allaient pas tarder à rejoindre le mouvement, la grève avec occupation était générale. On comptait 6 millions de grévistes ; il allait y en avoir plus de 10 dans les jours suivants. La C.G.T. et le P.C., débordés de toutes parts, dénonçaient toute idée de «grève insurrectionnelle», tout en faisant mine de durcir leurs positions revendicatives. Seguy déclarait que ses «dossiers étaient prêts pour une éventuelle négociation». Pour les syndicats, toute la force révolutionnaire du prolétariat ne devait servir qu'à les rendre présentables aux yeux d'un gouvernement presque inexistant, et d'un patronat effectivement dépossédé.

La même comédie se jouait au niveau politique. Le 22 mai, la motion de censure fut repoussée dans l'indifférence générale. Il y avait plus de choses dans les usines et dans les rues que dans toutes les assemblées de Parlement et de partis réunies. La C.G.T. appela à une «journée de revendication» pour le vendredi 24. Mais, entre-temps, l'interdiction de séjour signifiée à Cohn-Bendit allait relancer la lutte dans la rue. Une manifestation de protestation fut improvisée le jour même pour préparer celle du lendemain, vendredi. La parade des cégétistes, commencée à 14 heures, se clôtura dans le calme par un discours particulièrement sénile de de Gaulle.

Cependant à la même heure, des milliers de manifestants avaient résolu, encore une fois, de défier simultanément la police et le service d'ordre

étudiant. La participation massive des ouvriers à cette manifestation condamnée par le P.C. et la C.G.T. montrait, négativement, à quel point ceux-ci pouvaient seulement offrir le spectacle d'une force qui ne leur appartenait plus. De même le «leader du 22 mars» réussissait, par son absence forcée, à susciter une agitation qu'il aurait été incapable de modérer.

Quelque trente mille manifestants s'étaient rassemblés entre la gare de Lyon et la Bastille. Ils entreprirent de marcher sur l'Hôtel de Ville. Mais évidemment la police avait déjà bouclé toutes les issues ; la première barricade fut donc aussitôt dressée. Elle donna le signal d'une série d'affrontements qui se prolongèrent jusqu'à l'aube. Une partie des manifestants avait réussi à atteindre et à saccager la Bourse. L'incendie, qui aurait répondu aux vœux de plusieurs générations de révolutionnaires, ne détruisit que très superficiellement ce «temple du Capital». Plusieurs groupes s'étaient répandus dans les quartiers de la Bourse, des Halles, et de la Bastille jusqu'à la Nation ; d'autres avaient gagné la rive gauche et tinrent le Quartier latin et Saint-Germain-des-Prés, avant de refluer vers Denfert-Rochereau. La violence atteignit son point culminant [On avoua un mort parmi les manifestants. La malheureuse victime fit beaucoup d'usage : on déclara qu'elle était tombée d'un toit ; puis qu'elle avait été poignardée en s'opposant à la pègre qui manifestait ; enfin le rapport du médecin légiste divulgué plusieurs semaines après concluait à une mort provoquée par un éclat de grenade.].

Elle avait cessé d'être le monopole des «étudiants», elle était le privilège du prolétariat. Deux commissariats furent mis à sac dans l'enthousiasme : ceux de l'Odéon et de la rue Beaubourg. Sous le nez des policiers impuissants, deux cars et une voiture de police furent brûlés à coups de cocktails Molotov, devant le commissariat du Panthéon.

Dans le même moment, plusieurs milliers d'émeutiers lyonnais combattaient la police, écrasaient un commissaire en lâchant sur lui un camion chargé de pierres, et allaient plus loin que leurs camarades de Paris en organisant le pillage d'un grand magasin. On se battit à Bordeaux, où la police choisit la trêve, à Nantes, et même à Strasbourg.

Ainsi donc les ouvriers étaient entrés en lutte, non seulement contre leurs syndicats, mais encore en sympathisant avec un mouvement d'étudiants, et mieux, de voyous, de vandales défendant des slogans absolument scandaleux, qui allèrent de «Je jouis dans les pavés» jusqu'à «Ne travaillez jamais». Aucun des ouvriers qui vinrent trouver les révolutionnaires hors des usines, pour chercher avec eux une base d'accord, ne formula de réserve sur cet aspect extrême du mouvement. Au contraire, les travailleurs n'hésitèrent pas à construire les barricades, à brûler les voitures, à piller les commissariats et à faire du boulevard Saint-Michel un vaste jardin, coude à coude avec ceux que, dès le lendemain, Fouchet et le Parti dit Communiste appelaient la «pègre».

Le 25, le gouvernement et les organisations bureaucratiques répondirent conjointement à ce prélude insurrectionnel qui les avait fait trembler. Leurs réponses furent complémentaires : tous deux souhaitaient l'interdiction des manifestations et la négociation immédiate ; chacun prit la décision souhaitée par l'autre.

Chapitre VI

Profondeur et limites de la crise révolutionnaire

«C'était une fête sans commencement ni fin ; je voyais tout le monde et je ne voyais personne, car chaque individu se perdait dans la même foule innombrable et errante ; je parlais à tout le monde sans me rappeler ni mes paroles ni celles des autres, car l'attention était absorbée à chaque pas par des événements et des objets nouveaux, par des nouvelles inattendues.»

BAKOUNINE, *Confession*.

Le mouvement des occupations, qui s'était emparé des zones-clés de l'économie, atteignit très rapidement tous les secteurs de la vie sociale, s'en prit à tous les points de contrôle du capitalisme et de la bureaucratie. Le fait que la grève s'étendait maintenant à des activités qui avaient toujours échappé à la subversion rendait plus évidentes encore deux des plus anciennes constatations de l'analyse situationniste : la modernisation croissante du capitalisme entraîne la prolétarisation d'une couche sans cesse plus grande de la population ; à mesure que le monde de la marchandise étend son pouvoir à tous les aspects de la vie, il produit partout l'extension et l'approfondissement des forces qui le nient.

La violence du négatif fut telle que, non seulement elle mobilisa les réserves aux côtés des troupes de choc, mais qu'en plus elle permit à la canaille qui s'employait à renforcer le positif du monde dominant de se payer une manière de contestation. Ainsi a-t-on vu se développer parallèlement les luttes réelles et leur caricature, à tous les niveaux et à tous les moments. Dès le début, l'action engagée par les étudiants dans les universités et dans la rue avait trouvé son prolongement dans les lycées. Malgré certaines illusions syndicalistes des Comités d'action lycéens (C.A.L.), les lycéens prouvèrent, par leur combativité et leur conscience, qu'ils annonçaient moins les futurs étudiants que les prochains fossoyeurs de l'Université. Plus que les universitaires, les professeurs de lycée surent se faire éduquer par leurs élèves. Ils rejoignirent massivement la grève, où à leur tour les instituteurs avaient pris une position très ferme. En occupant les lieux de travail, les employés des banques, des sociétés d'assurances, des grands magasins, protestaient à la fois contre leur condition de prolétaire et contre un système de services qui fait de chacun le serviteur du système. De même les grévistes de l'O.R.T.F., en dépit de la croyance à une «information objective», avaient entrevu confusément leur réification et ressenti le caractère fondamentalement mensonger de toute communication habitée par la hiérarchie. La vague de solidarité qui emportait l'enthousiasme des exploités ne connut pas de limites. Les étudiants du Conservatoire d'Art dramatique s'installèrent dans les locaux et participèrent massivement aux phases les plus dynamiques du mouvement. Ceux du Conservatoire de Musique réclamaient une «musique sauvage et éphémère», dans un tract où ils proclamaient «il faudra que nos revendications soient acceptées dans un temps donné, sinon ce sera la révolution» ; ils retrouvaient ce *ton congolais* que lumumbistes et mulélistes rendirent populaire au moment même où le prolétariat des pays industrialisés commençait à expérimenter son indépendance possible, et qui exprime si bien ce que tous les pouvoirs redoutent, la spontanéité naïve des gens qui naissent à la conscience politique. Semblablement, la formule, en soi dérisoire, «nous sommes tous des juifs allemands» prenait, dans la bouche des Arabes qui la scandaient le 24 à la Bastille, une résonance vraiment inquiétante, car chacun pensait qu'il faudrait bien venger un jour le massacre d'octobre 1961, et qu'aucune diversion sur le thème de la guerre israélo-arabe ne pourrait l'empêcher. La prise du paquebot *France* par son équipage, au large du Havre, eut, malgré son peu de conséquence, le mérite de rappeler à ceux qui réfléchissent maintenant aux chances d'une révolution que le geste des marins d'Odessa, de Cronstadt et de Kiel n'appartenait pas au passé. L'insolite devenait quotidien à mesure que le quotidien s'ouvrait à d'étonnantes possibilités de changement. Les chercheurs de l'Observatoire de Meudon mirent en autogestion l'observation astronomique.

L'Imprimerie nationale était en grève. Les fossoyeurs occupèrent les cimetières, les footballeurs chassèrent les dirigeants de leur fédération, et rédigèrent un tract où ils réclamaient «le football aux footballeurs». La vieille taupe n'épargnait rien, ni les anciens privilégiés, ni les nouveaux. Les internes et les jeunes médecins avaient liquidé la féodalité régnant dans leur faculté, ils avaient craché sur des «patrons» avant de les expulser, ils avaient pris parti contre l'Ordre des Médecins et fait le procès des conceptions médicales. Les «cadres contestataires» allèrent jusqu'à mettre en cause leur propre droit à l'autorité, comme privilège négatif de consommer plus et donc de vivre moins. Il n'est pas jusqu'aux publicitaires qui n'aient suivi le modèle des prolétaires exigeant la fin du prolétariat, en souhaitant la liquidation de la publicité.

ette volonté, clairement manifestée, d'un changement réel, mettait d'autant mieux en lumière les manœuvres dérisoires et dégoûtantes des falsificateurs, de ceux qui font métier d'habiller le vieux monde de changements apparents. Si les curés ont pu la ramener sans que les églises leur tombent sur la tête, c'est parce que la spontanéité révolutionnaire — celle qui prescrivit dans l'Espagne de 1936 le bon usage des édifices religieux — subissait encore le joug du stalino-guevarisme. Dès lors, il n'y avait rien d'étonnant à ce que synagogues, temples, églises se reconvertissent en «centres de contestation» pour servir la vieille mystification au goût du jour, et avec la bénédiction de ceux qui alimentent la soupe moderniste depuis un demi-siècle. Puisqu'on tolérait les consistoires occupés et les théologiens léninistes, il devenait difficile d'étouffer dans leur propre outrecuidance les directeurs de musée réclamant l'assainissement de leurs entrepôts, les écrivains réservant l'Hôtel de Massa, qui en avait vu d'autres, aux vidangeurs d'élite de la culture, les cinéastes récupérant sur pellicule ce que la violence insurrectionnelle n'aurait pas le temps de détruire, les artistes enfin ressuçant la vieille hostie de l'art révolutionnaire.

Cependant, en l'espace d'une semaine, des millions de gens avaient rompu avec le poids des conditions aliénantes, avec la routine de la survie, avec la falsification idéologique, avec le monde à l'envers du spectacle. Pour la première fois depuis la Commune de 1871, et avec un plus bel avenir, l'homme individuel réel absorbait le citoyen abstrait ; en tant qu'homme individuel dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, il devenait un être générique et reconnaissait ainsi ses propres forces comme forces sociales. La fête accordait enfin de vraies vacances à ceux qui ne connaissaient que les jours de salaire et de congé. La pyramide hiérarchique avait fondu comme un pain de sucre au soleil de mai. On se parlait, on se comprenait à demi-mot. Il n'y avait plus ni intellectuels ni ouvriers mais des révolutionnaires dialoguant partout, généralisant une communication où seuls les intellectuels ouvriéristes et autres candidats dirigeants se sentaient exclus. Dans ce contexte, le mot «camarade» avait retrouvé son sens authentique, il marquait vraiment la fin des séparations ; et ceux qui l'employèrent à la stalinienne comprirent vite que parler la langue des loups ne les dénonçait que mieux comme chiens de garde. Les rues étaient à ceux qui les dépavaient. La vie quotidienne, soudain redécouverte, devenait le centre de toutes les conquêtes possibles. Des gens qui avaient toujours travaillé dans les bureaux maintenant occupés déclaraient qu'ils ne pourraient plus jamais vivre comme avant, même pas un peu mieux qu'avant. On sentait bien, dans la révolution naissante, qu'il n'y aurait plus que des reculs tactiques et non plus des renoncements. Lors de l'occupation de l'Odéon, le directeur administratif se retira au fond de la scène puis, le moment de surprise passé, il fit quelques pas en avant et s'écria : «Maintenant que vous l'avez pris, gardez-le, ne le rendez jamais, brûlez-le plutôt» — et que l'Odéon momentanément rendu à sa chiourme culturelle n'ait pas brûlé montre seulement qu'on n'en était qu'aux prémices. Le temps capitalisé s'était arrêté. Sans train, sans métro, sans

voiture, sans travail, les grévistes rattrapaient le temps si tristement perdu dans les usines, sur les routes, devant la télé. On flânait, on rêvait, on apprenait à vivre. Les désirs commençaient à devenir peu à peu réalité. Pour la première fois, il y eut vraiment une jeunesse. Non pas la catégorie sociale inventée pour les besoins de la cause marchande, par les sociologues et les économistes, mais la seule jeunesse réelle, celle du temps vécu sans temps mort, celle qui rejette la référence policière à l'âge au profit de l'intensité («Vive l'éphémère jeunesse marxiste-pessimiste», disait une inscription). La théorie radicale, réputée difficile par les intellectuels bien incapables de la vivre, devenait tangible pour tous ceux qui la ressentaient dans leurs moindres gestes de refus, et c'est pourquoi ils n'avaient aucune peine à exposer sur les murs la formulation théorique de ce qu'ils souhaitaient vivre. Il avait suffi d'un soir de barricades pour que les blousons noirs se politisent et se trouvent en parfait accord avec la fraction la plus avancée du mouvement des occupations. Aux conditions objectives, prévues par l'I.S. et venant naturellement renforcer et propager ses thèses, s'ajouta l'aide technique des imprimeries occupées. Certains imprimeurs furent parmi les rares grévistes [Une entreprise de la banlieue ouest fabriqua des walkies-talkies à l'usage des manifestants. Les postiers de plusieurs villes assurèrent les communications pour les grévistes.] qui, dépassant le stade stérile de l'occupation passive, décidèrent de soutenir pratiquement ceux qui se tenaient à la pointe du combat. Des tracts et des affiches appelant à la constitution des Conseils ouvriers atteignirent ainsi de très forts tirages. L'action des imprimeurs obéissait à une conscience nette de la nécessité où le mouvement se trouvait de mettre au service de tous les grévistes les instruments de production et les centres de consommation, mais aussi à une solidarité de classe qui prit chez d'autres travailleurs une forme exemplaire. Le personnel de l'usine Schlumberger tint à préciser que sa revendication «ne portait aucunement sur les salaires», et entra en grève pour soutenir les ouvriers particulièrement exploités de Danone, l'usine voisine. Les employés de la F.N.A.C. déclarèrent pareillement dans un tract que : «Nous, travailleurs des magasins de la F.N.A.C., nous nous sommes mis en grève non pas pour la satisfaction de nos revendications particulières mais pour participer au mouvement qui mobilise actuellement 10 millions de travailleurs manuels et intellectuels…» Le réflexe d'internationalisme, que les spécialistes des coexistences pacifiques et des guérillas exotiques avaient prématurément enterré dans l'oubli ou dans les oraisons funèbres du stupide Régis Debray, reparut avec une force qui laisse bien augurer du prochain retour des Brigades internationales. Du même coup, tout le spectacle de la politique étrangère, Vietnam en tête, s'était subitement dissous en révélant ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : faux problèmes pour fausses contestations. On acclama la prise du Bumidom par les Antillais, les occupations de résidences universitaires internationales. Rarement tant de drapeaux nationaux furent brûlés par tant d'étrangers résolus à en finir une fois pour toutes avec les symboles d'État, avant d'en finir avec les États eux-mêmes. Le gouvernement français sut répondre à cet internationalisme en livrant aux prisons de tous les pays les Espagnols, les Iraniens, les Tunisiens, les Portugais, les Africains et tous ceux qui rêvaient en France d'une liberté interdite chez eux.

«À ces différents bilans il convient d'ajouter les dommages propres que la Préfecture de Police a eu à subir et qui s'analysent de la façon suivante : 9 locaux de police saccagés (commissariat Odéon-Sainte-Avoie — Plaisance — Saint-Thomas-d'Aquin — Saint-Germain-des-Prés — Batignolles — Clignacourt — Montparnasse — Goutte d'Or) ; 3 cars de police-secours incendiés ; 10 véhicules détériorés…»

Liaisons, *Bulletin de la Préfecture de police*, no 151.

Tout le bavardage sur les revendications partielles ne suffirait pas pour effacer un seul moment de liberté vécue. En quelques jours, la certitude du

changement global possible avait atteint un point de non-retour. Touchée dans ses fondements économiques, l'organisation hiérarchique cessait d'apparaître comme une fatalité. Le refus des chefs et des services d'ordre, comme la lutte contre l'État et ses policiers, était d'abord devenu une réalité dans les lieux de travail, où patrons et dirigeants de tous grades avaient été chassés. Même la présence d'apprentis-dirigeants, hommes des syndicats et des partis, ne pouvait effacer de l'esprit des révolutionnaires que ce qui s'était fait de plus passionnant s'était opéré sans dirigeants, et donc contre eux. Le terme «stalinien» fut ainsi reconnu par tous comme la pire insulte dans la chiennerie politique.

L'arrêt du travail, comme phase essentielle d'un mouvement qui n'ignorait guère son caractère insurrectionnel, remettait en l'esprit de chacun cette évidence primordiale que le travail aliéné produit l'aliénation. Le droit à la paresse s'affirmait, non seulement dans des inscriptions populaires comme «Ne travaillez jamais» ou «Vivre sans temps mort, jouir sans entrave», mais surtout dans le déchaînement de l'activité ludique. Fourier remarquait déjà qu'il faudrait plusieurs heures de travail à des ouvriers pour construire une barricade que des émeutiers dressent en quelques minutes. La disparition du travail forcé coïncidait nécessairement avec le libre cours de la créativité dans tous les domaines : inscription, langage, comportement, tactique, techniques de combat, agitation, chansons, affiches et bandes dessinées. Chacun put mesurer ainsi la somme d'énergie créatrice galvaudée dans les périodes de survie, dans les jours condamnés au rendement, au shopping, à la télé, à la passivité érigée en principe. C'est au même compteur Geiger que l'on pouvait estimer la tristesse des usines à loisir où l'on paie pour consommer avec ennui les marchandises que l'on produit dans la lassitude qui rend les loisirs désirables. «Sous les pavés la plage», constatait joyeusement un poète de muraille, tandis qu'une lettre apparemment signée du C.N.P.F. conseillait cyniquement aux travailleurs d'oublier les occupations d'usines et de profiter de leurs augmentations de salaires pour passer leurs vacances au «Club Méditerranée».

Dans l'agressivité dont ont fait preuve les masses, c'est indiscutablement le système de la marchandise qui était visé. S'il y eut peu de pillages, beaucoup de vitrines de magasins subirent la critique du pavé. Il y a longtemps que les situationnistes prévoyaient que l'incitation permanente à profiter des objets les plus divers, en échange d'une insidieuse contrepartie en argent, provoquerait la colère des masses abusées et traitées en agents consommateurs. Les voitures automobiles qui cumulent en elles l'aliénation du travail et du loisir, l'ennui mécanique, la difficulté de se déplacer et la rogne permanente de leur propriétaire, attirèrent principalement l'allumette (on est en droit de s'étonner de ce que les humanistes, habituellement prompts à dénoncer les violences, n'aient pas cru devoir applaudir à un geste salutaire qui sauve de la mort un bon nombre de personnes promises chaque jour aux accidents de la route). Le manque d'argent, entraîné par la fermeture des banques, ne fut pas ressenti comme une gêne mais comme un allègement des rapports humains. Vers la fin mai, on commençait à se faire à l'idée d'une disparition de la monnaie. La solidarité effective palliait les déficiences de l'entretien individuel. De la nourriture était distribuée gratuitement en beaucoup d'endroits occupés par les grévistes. Personne n'ignorait d'ailleurs qu'en cas de prolongation de la grève, il eût fallu recourir aux réquisitions, et inaugurer ainsi une vraie période d'abondance.

Cette façon de saisir les choses à la racine était vraiment la théorie réalisée, le refus pratique de l'idéologie. De sorte que ceux qui agissaient ainsi radicalement se trouvaient doublement habilités à dénoncer la distorsion du réel qu'opèrent, dans leur palais des miroirs, les appareils bureaucratiques en lutte pour imposer partout leur propre reflet : ils se battaient pour les objectifs

les plus avancés du projet révolutionnaire, et donc pouvaient parler au nom de tous et en connaissance de cause. Ils mesuraient mieux la distance qui existe entre la pratique de la base et les idées des dirigeants. Dès les premières assemblées de la Sorbonne, ceux qui prétendirent parler au nom d'un groupe traditionnel et d'une politique spécialisée furent hués et mis dans l'impossibilité de prendre la parole. Les barricadiers ne jugèrent jamais nécessaire de se faire expliquer par des bureaucrates confirmés, ou en puissance, pour qui ils se battaient. Ils savaient assez, par le plaisir qu'ils y prenaient, qu'ils se battaient pour eux, et cela leur suffisait. Ce fut l'élément moteur d'une révolution qu'aucun appareil ne pouvait tolérer. Là s'exercèrent principalement les coups de frein.

La critique de la vie quotidienne commença à modifier avec succès le décor de l'aliénation. La rue Gay-Lussac s'appela rue du 11-Mai, les drapeaux rouges et noirs prêtèrent une apparence humaine aux façades des édifices publics, la perspective haussmannienne des boulevards fut corrigée, les zones de verdure redistribuées et interdites à la circulation rapide. Chacun fit à sa manière la critique de l'urbanisme. Quant à la critique du projet artistique, ce n'était pas chez les commis-voyageurs du happening ni chez les raclures d'avant-garde qu'il fallait la chercher, mais dans la rue, sur les murs et dans le mouvement général d'émancipation qui portait en lui la réalisation même de l'art. Des médecins, si souvent attachés à la défense d'intérêts corporatistes, passèrent dans le camp de la révolution en dénonçant la fonction policière qui leur est imposée : «La société capitaliste, sous le couvert d'une apparente neutralité (libéralisme, vocation médicale, humanisme non-combattant…) a rangé le médecin aux côtés des forces de répression : il est chargé de maintenir la population en état de travail et de consommation (ex. : médecine du travail), il est chargé de faire accepter aux gens une société qui les rend malades (ex. : psychiatrie).» (Médecine et répression, tract édité par le Centre national des jeunes médecins). Ce fut l'honneur des internes et des infirmiers de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne de dénoncer pratiquement cet univers concentrationnaire en occupant les lieux, en chassant les ordures que Breton souhaitait voir crever, et en prenant dans le comité d'occupation des représentants des prétendus malades.

On a vu rarement tant de gens mettre en cause tant de normalités, et sans doute faudra-t-il un jour constater qu'en mai 1968 le sentiment de profonds bouleversements précéda la transformation réelle du monde et de la vie. L'attitude *manifestement conseilliste* a ainsi précédé partout l'apparition des Conseils. Or, ce que les récentes recrues du nouveau prolétariat peuvent accomplir, les ouvriers le feront mieux dès qu'ils sortiront des cages où les maintiennent les singes du syndicalisme ; c'est-à-dire bientôt, si l'on s'en réfère à des slogans comme «Lynchons Seguy».

La formation des Comités d'action de base fut un signe particulier et positif du mouvement ; cependant elle contenait en elle la plupart des obstacles qui allaient le briser. Elle émanait à l'origine d'une volonté profonde d'échapper aux manipulations bureaucratiques et d'entamer une action autonome, à la base, dans le cadre de la subversion générale. Ainsi les Comités d'action organisés aux usines Rhône-Poulenc, aux N.M.P.P., et dans certains magasins, pour ne citer que ceux-là, purent dès le début lancer et durcir la grève, contre toutes les manœuvres syndicales. Ce fut également le cas des Comités d'action «étudiants-ouvriers» qui réussirent à accélérer l'extension et le renforcement de la grève. Cependant, lancée par des «militants», la formule des Comités de base souffrit de cette pauvre origine. La plupart étaient une proie facile pour les professionnels du noyautage : ils se laissaient paralyser par les querelles sectaires, ne pouvaient que décourager les bonnes volontés naïves. Beaucoup disparurent de cette façon. D'autres, par leur éclectisme et leur idéologie,

écœurèrent les travailleurs. Sans prise directe sur les luttes réelles, la formule fut un sous-produit bâtard de l'action révolutionnaire ; elle favorisa toutes les caricatures, toutes les récupérations (C.A. Odéon, C.A. Écrivains, etc.)

La classe ouvrière avait réalisé spontanément ce qu'aucun syndicat, aucun parti, ne pouvait ni ne voulait faire à sa place : le déclenchement de la grève et l'occupation des usines. Elle avait fait l'essentiel, sans lequel rien n'eût été possible, mais elle ne fit rien de plus, et laissa donc l'occasion à des forces extérieures de la déposséder de sa victoire et de parler à sa place. Le stalinisme joua là son plus beau rôle depuis Budapest. Le parti dit communiste et son appendice syndical constituaient la principale force contre-révolutionnaire qui entrava le mouvement. Ni la bourgeoisie, ni la social-démocratie n'auraient pu le combattre aussi efficacement. C'est parce qu'elle était la centrale la plus puissante, et entretenait la plus grande dose d'illusions, que la C.G.T. apparut avec le plus d'évidence comme le premier ennemi de la grève. En fait, tous les autres syndicats pousuivaient le même but. Personne ne trouva pourtant d'aussi beaux accents que *L'Humanité* titrant avec indignation : «Le gouvernement et le patronat prolongent la grève». [Un tract du 8 juin, cité dans *I.C.O.* no 72, signé par le délégué d'un comité de solidarité d'ouvriers et étudiants suédois de Göteborg, rapporte que Tomasi, représentant de la C.G.T.-Renault, refusa la somme collectée, en arguant «que la présente grève est une *affaire française* et ne concerne pas les autres pays ; que les ouvriers français étaient des "ouvriers évolués" et ne manquaient donc de rien, notamment pas d'argent… que *la présente grève n'était nullement révolutionnaire*, que seules les "revendications" étaient en cause, que la mise en marche des usines par les ouvriers pour leur propre compte était une idée romantique, inadaptée à la situation française ; que cette grève était le résultat du travail patient et ordonné fait par les syndicats pendant de longues années et que malheureusement de petits groupes *infiltrés* essayaient d'opposer les ouvriers aux dirigeants syndicaux en faisant croire que les syndicats avaient suivi les ouvriers en grève et non le contraire.»]

Dans la société capitaliste moderne, les syndicats ne sont pas une organisation ouvrière dégénérée, ni une organisation révolutionnaire trahie par ses dirigeants bureaucratisés, mais un mécanisme d'intégration du prolétariat au système d'exploitation. Réformiste par essence, le syndicat — quel que soit le contenu politique de la bureaucratie qui le dirige — reste le meilleur rempart du patronat devenu réformiste à son tour (on l'a bien vu dans le sabotage de la grande grève sauvage belge de 1960-1961 par le syndicat socialiste). Il est le frein principal à toute volonté d'émancipation totale du prolétariat. Désormais toute révolte de la classe ouvrière se fera en premier lieu contre ses propres syndicats. C'est la vérité élémentaire que les néo-bolcheviks se refusent à reconnaître.

Ainsi tout en lançant le mot d'ordre de «révolution», ils sont restés dans la sphère de la contre-révolution : trotskistes et maoïstes de toutes les sauces se sont toujours définis par rapport au stalinisme officiel. Ils ont par là même contribué à nourrir les illusions du prolétariat sur le P.C.F. et les syndicats. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce qu'ils crient encore une fois à la trahison là où il ne s'agissait que d'une conduite bureaucratique naturelle. En défendant des syndicats plus «révolutionnaires», tous rêvent de les noyauter un jour. Non seulement ils ne voient pas le moderne, mais ils s'obstinent à reproduire les erreurs du passé ; ils constituent la mauvaise mémoire du prolétariat en ressuscitant toutes les révolutions ratées de notre époque, depuis 1917 jusqu'aux révolutions paysannes-bureaucratiques chinoise et cubaine. Leur force d'inertie anti-historique a pesé lourd dans le plateau de la contre-révolution, et leur prose idéologique a contribué à falsifier ces dialogues réels qui s'amorçaient un peu partout.

Mais tous ces obstacles objectifs, extérieurs à l'action et à la conscience de la classe ouvrière, n'auraient pas résisté l'espace d'une occupation d'usine, si les obstacles subjectifs propres au prolétariat n'étaient encore là. C'est que le courant révolutionnaire qui a mobilisé en quelques jours des millions de travailleurs est parti de très bas. On ne supporte pas impunément plusieurs décennies d'histoire contre-révolutionnaire. Quelque chose subsiste toujours, et cette fois c'est le retard de la conscience théorique qui a été le plus lourd de couséquences. L'aliénation marchande, la passivité spectaculaire et la séparation organisée sont les principales réussites de l'abondance moderne ; ce sont d'abord ces aspects qui ont été mis en cause par le soulèvement de mai, mais c'est leur part cachée dans la conscience même des gens qui a sauvé le vieux monde. Les prolétaires sont entrés dans la lutte, spontanément, armés de leur seule subjectivité révoltée ; la profondeur et la violence de ce qu'ils ont fait est la réplique immédiate à l'insupportable ordre dominant ; mais finalement la masse révolutionnaire n'a pas eu le temps d'avoir une conscience exacte et réelle de ce qu'elle faisait. Et c'est cette inadéquation entre la conscience et la praxis qui reste la marque fondamentale des révolutions prolétariennes inachevées. La conscience historique est la condition *sine qua non* de la révolution sociale. Certes, des groupes conscients ont entrevu le sens profond du mouvement et ont compris son développement ; ce sont eux qui ont agi avec le plus de radicalisme et de conséquence. Car ce ne sont pas les idées radicales qui ont manqué, mais surtout la *théorie cohérente et organisée*.

Ceux qui ont parlé de Marcuse comme «théoricien» du mouvement ne savaient pas de quoi ils parlaient. Ils n'ont compris ni Marcuse, ni *a fortiori* le mouvement lui-même. L'*idéologie* marcusienne, déjà dérisoire, a été plaquée sur le mouvement comme Geismar, Sauvageot et Cohn-Bendit ont été «désignés» pour le représenter. Or, même ceux-ci avouent qu'ils ignoraient Marcuse [Bien qu'ils aient effectivement très peu lu, ces intellectuels récupérateurs ne se privent tout de même pas de cacher leurs quelques lectures, afin de poser aux purs hommes d'action. Postulant une indépendance qui leur viendrait de l'action, ils espèrent faire oublier qu'ils ne furent que les marionnettes publicitaires de cette action représentée. Que penser, en effet, de la cynique déclaration de Geismar dans *La Révolte étudiante* (Éditions du Seuil) : «*Peut-être dans vingt ans, si nous parvenons à construire une société nouvelle et donc une université nouvelle à l'intérieur de cette société*, se trouvera-t-il des historiens ou des idéologues pour découvrir dans un certain nombre d'opuscules ou de pamphlets de philosophes ou autres, les sources créatrices de ce qui va se passer ; mais je crois qu'à l'heure qu'il est, ces sources sont informelles.» (*Souligné par l'auteur*) ? Le maladroit Geismar peut ôter sa moustache, on l'a reconnu !]. En réalité, si la crise révolutionnaire de mai a montré quelque chose, c'est exactement le contraire des thèses marcusiennes : à savoir que le prolétariat n'est pas intégré, et qu'il est la principale force révolutionnaire dans la société moderne. Pessimistes et sociologues doivent refaire leurs calculs. Les sous-développés, le Pouvoir Noir et les dutschkistes aussi.

C'est aussi ce retard théorique qui a engendré toutes les insuffisances pratiques qui ont contribué à paralyser la lutte. Si le principe de la propriété privée, base de la société bourgeoise, a été partout piétiné, très rares sont ceux qui ont osé aller jusqu'au bout. Le refus du pillage ne fut qu'un détail : nulle part les ouvriers n'ont procédé à une distribution des
stocks de marchandises dans les grands magasins. Presque jamais ne fut décidée la remise en marche de certains secteurs de la production ou de la distribution au service des grévistes, malgré quelques appels isolés en faveur de telles perspectives. En fait, une telle entreprise suppose déjà une autre forme d'organisation du prolétariat que la police syndicale. Et c'est cette forme

autonome qui a le plus cruellement manqué.

Si le prolétariat n'arrive pas à s'organiser révolutionnairement, il ne peut vaincre. Les gémissements trotskistes sur l'absence d'une «organisation d'avant-garde») sont à l'opposé du projet historique d'émancipation du prolétariat. L'accès de la classe ouvrière à la conscience historique sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et c'est seulement à travers une organisation autonome qu'ils peuvent le faire. La forme conseilliste reste le moyen et le but de cette émancipation totale.

Ce sont ces obstacles subjectifs qui ont fait que le prolétariat n'a pu prendre la parole pour lui-même, et qui ont du même coup permis aux spécialistes de la phrase, figurant parmi les premiers responsables de ces obstacles, de pouvoir encore pontifier. Mais partout où ils ont rencontré la théorie radicale, ils ont souffert. Jamais tant de gens, qui l'avaient tant mérité, n'ont été traités *en canaille* : après les porte-paroles officiels du stalinisme, ce furent les Axelos, les Godard, les Châtelet, les Morin [Ce porc exagère. Dans son livre idiot *Mai 1968 : la brèche*, il ne craint pas d'accuser les situationnistes de s'être livrés à des agressions physiques «à plusieurs contre un». Chez l'ex-argumentiste le mensonge est décidément un métier. Il doit pourtant savoir qu'*un seul situationniste* le ferait courir jusqu'à Versailles, ou même Plodemet.], les Lapassade qui se virent insultés et chassés, dans les amphithéâtres de la Sorbonne comme dans les rues, quand ils venaient pour y poursuivre leurs bons offices, et leur carrière. Il est sûr que ces reptiles ne risquaient pas d'en mourir de honte. Ils ont attendu leur heure, la défaite du mouvement des occupations, pour recommencer leur numéro au goût du jour. Ne voyait-on pas, annoncés au programme de l'imbécile «Université d'été» (dans *Le Monde* du 3 juillet) Lapassade pour l'autogestion ; Lyotard avec Châtelet pour la philosophie contemporaine ; et Godard, Sartre et Butor dans son «Comité de soutien» ?

Bien évidemment, tous ceux qui avaient fait obstacle à la transformation révolutionnaire du monde ne se sont eux-mêmes pas transformés d'un cheveu. Aussi inébranlables que les staliniens, qui ont suffisamment caractérisé ce néfaste mouvement par le simple fait qu'il leur a fait perdre les élections, les léninistes des partis trotskistes n'y ont trouvé que la confirmation de leur thèse sur le défaut d'un parti d'avant-garde dirigeant. Quant au tout-venant des spectateurs, il a collectionné ou revendu les publications révolutionnaires ; et il a couru acheter les photos des barricades tirées en *posters*.

Chapitre VII
Le point culminant

«Concluons : ceux qui ne savent pas changer de méthode lorsque les temps l'exigent, prospèrent sans doute tant que leur marche s'accorde avec celle de la Fortune ; mais ils se perdent dès que celle-ci vient à changer. Au reste je pense qu'il vaut mieux être trop hardi que trop circonspect…»

MACHIAVEL, *Le Prince*.

Dans la matinée du 27 mai, Seguy alla exposer aux ouvriers de Renault-Billancourt les accords conclus entre les syndicats, le gouvernement et le patronat. Unanimement, les travailleurs conspuèrent le bureaucrate, qui — tout son discours en témoigne — était venu dans l'espoir de se faire plébisciter sur ce résultat. Devant la colère de la base, le stalinien s'abrita précipitamment derrière un détail tu jusqu'alors, et effectivement essentiel : rien ne serait signé sans la ratification des ouvriers. Ceux-ci rejetant les accords, la grève et

les négociations devaient continuer. À la suite de Renault, toutes les entreprises refusèrent les miettes avec lesquelles la bourgeoisie et ses auxiliaires avaient compté payer la reprise du travail.

Le contenu des «accords de Grenelle» n'avait certes pas de quoi soulever l'enthousiasme des masses ouvrières, qui se savaient virtuellement maîtresses de la production, qu'elles paralysaient depuis dix jours. Ces accords majoraient les salaires de 7%, et portaient le salaire horaire minimum garanti par la loi (S.M.I.G.) de 2,22 à 3 francs : c'est-à-dire que le secteur le plus exploité de la classe ouvrière, particulièrement en province, qui gagnait 348,80 francs par mois, avait désormais un pouvoir d'achat plus adapté à la «société d'abondance» — 520 francs par mois. Les journées de grève ne seraient pas payées avant d'être rattrapées en heures supplémentaires. Ce pourboire grevait déjà lourdement le fonctionnement normal de l'économie française, surtout dans ses rapports obligés avec le Marché Commun et les autres aspects de la compétition capitaliste internationale. Tous les ouvriers savaient que de tels «avantages» leur seraient repris, et au-delà, par une imminente augmentation des prix. Ils *sentaient* qu'il serait bien plus expédient de balayer le système, qui était parvenu là à son maximum de concessions, et d'organiser la société sur une autre base. La chute du régime gaulliste était nécessairement le préalable de ce renversement de perspective.

Les staliniens comprenaient combien la situation était périlleuse. Malgré leur soutien constant, le gouvernement venait d'échouer encore une fois dans ses efforts pour se rétablir. Après l'échec de Pompidou, le 11 mai, pour arrêter la montée de la crise en sacrifiant son autorité dans le domaine universitaire, un discours de de Gaulle et les accords hâtivement passés entre Pompidou et les syndicats avaient échoué à circonvenir une crise devenue profondément sociale. Les staliniens commencèrent à désespérer de la survie du gaullisme, puisqu'ils n'avaient pas pu jusque-là le sauver, et parce que le gaullisme semblait avoir perdu le ressort nécessaire pour se maintenir. Ils se trouvaient obligés, à leur grand regret, de se risquer dans l'autre camp — là où ils avaient toujours prétendu être. Le 28 et le 29 mai, ils jouèrent la chute du gaullisme. Ils devaient tenir compte de diverses pressions : essentiellement les ouvriers. Et, subsidiairement, les éléments d'opposition qui commençaient à prétendre remplacer le gaullisme, et ainsi risquaient d'être rejoints par une partie de ceux qui voulaient d'abord que le régime tombe. Il s'agissait aussi bien des syndicalistes chrétiens de la C.F.D.T. que de Mendès-France, de la «Fédération» du trouble Mitterrand, ou du rassemblement du stade Charléty pour une organisation bureaucratique d'extrême-gauche [Ce fut un des mérites des cohn-bendistes du «22 mars» de refuser les avances du stalinien en rupture de ban Barjonet, et autres chéfaillons gauchistes œcuméniques. Il va de soi que les situationnistes, quant à eux, n'y répondirent que par le mépris. (Cf. Adresse à tous les travailleurs dans la deuxième partie des *Documents*).]. Tous ces rêveurs, au demeurant, n'élevaient la voix qu'au nom de la force supposée que les staliniens mettraient en jeu pour ouvrir *leur* après-gaullisme. Niaiseries que la suite immédiate devait sanctionner.

Les staliniens étaient bien plus réalistes. Ils se résignèrent à demander un «gouvernement populaire», dans les fortes et nombreuses manifestations de la C.G.T. le 29, et déjà s'apprêtèrent à le défendre. Ils n'ignoraient pas que ceci ne serait pour eux qu'un dangereux pis-aller. S'ils pouvaient encore contribuer à vaincre le mouvement révolutionnaire avant qu'il n'ait réussi à faire tomber le gaullisme, ils craignaient justement de ne plus pouvoir le vaincre *après*. Déjà un éditorial radiophonique, le 28 mai, avançait, avec un pessimisme prématuré, que le P.C.F. ne se relèverait plus jamais, et que le principal péril venait maintenant des «gauchistes situationnistes».

Le 30 mai, un discours de de Gaulle manifesta fermement son intention de rester au pouvoir, coûte que coûte. Il proposa de choisir entre de proches élections législatives et la guerre civile tout de suite. Des régiments sûrs furent déployés autour de Paris, et abondamment photographiés. Les staliniens, enchantés, se gardèrent bien d'appeler à maintenir la grève jusqu'à la chute du régime. Ils s'empressèrent de se rallier aux élections gaullistes, quel qu'en dût être pour eux le prix.

Dans de telles conditions, l'alternative était immédiatement entre l'affirmation autonome du prolétariat ou la défaite complète du mouvement ; entre la révolution des Conseils et les accords de Grenelle. Le mouvement révolutionnaire ne pouvait en finir avec le P.C.F. sans avoir d'abord chassé de Gaulle. La forme du pouvoir des travailleurs qui aurait pu se développer dans la phase après-gaulliste de la crise, se trouvant bloquée à la fois par le vieil État réaffirmé et le P.C.F., n'eut plus aucune chance de prendre de vitesse sa défaite en marche.

Chapitre écrit par Guy Debord seul «en une heure dans un bistrot».

Chapitre VIII

Le «Conseil pour le maintien des occupations» et les tendances conseillistes

«Cette explosion a été provoquée par quelques groupes qui se révoltent contre la société de consommation, contre la société mécanique, qu'elle soit communiste à l'Est, ou qu'elle soit capitaliste à l'Ouest. Des groupes qui ne savent pas du tout d'ailleurs par quoi ils la remplaceraient, mais qui se délectent de négation, de destruction, de violence, d'anarchie, qui arborent le drapeau noir.»

DE GAULLE, Entretien télévisé du 7 juin 1968.

Le «Conseil pour le maintien des occupations» (C.M.D.O.) fut constitué, au soir du 17 mai, par ceux des partisans du premier Comité d'occupation de la Sorbonne qui s'étaient retirés avec lui et qui se proposaient de maintenir dans la suite de la crise le programme de la démocratie de Conseils, inséparable d'une extension quantitative et qualitative du mouvement des occupations.

Quarante personnes environ étaient réunies en permanence dans le C.M.D.O. ; auxquelles se joignaient momentanément d'autres révolutionnaires et grévistes, venant de diverses entreprises, de l'étranger ou de province, et y retournant. Le C.M.D.O. fut à peu près constamment composé d'une dizaine de situationnistes et d'Enragés (parmi eux Debord, Khayati, Riesel, Vaneigem), d'autant de travailleurs, d'une dizaine de lycéens ou «étudiants», et d'une dizaine d'autres conseillistes sans fonction sociale déterminée.

Liste manuscrite des membres du C.M.D.O. occupant l'Institut pédagogique national, rue d'Ulm, en mai 68 : *Guy Debord, Raoul Vaneigem, Mustapha Khayati, René Viénet, René Riesel, Patrick Cheval, Christian Sébastiani, Robert Belghanem, Axel, l'Imprimeur, le Musicien, Jacques Le Glou, Pierre Sennelier, Pierre Lepetit, Hubert Bérard, Yves Raynaud, Gérard Joannès, Jean-Louis Philippe, Pierre Éblé, Jean-Louis Rançon, Alain Chevalier, Pierre Dolé, Aain Joubert, Pierre Barret, François de Beaulieu, Eduardo Rothe, Michel Mazeron dit l'Occitan, le Hongrois, Valère-Gil, Catherine Paillasse, Françoise Zylberberg, Alice Becker-Ho.*

Le C.M.D.O., pendant toute son existence, réussit une expérience de démocratie directe, garantie par une participation égale de tous aux débats, aux décisions et à l'exécution. Il était essentiellement une assemblée générale ininterrompue, délibérant jour et nuit. Aucune fraction, aucune réunion particulière n'existèrent jamais à côté du débat commun.

Unité spontanément créée dans les conditions d'un moment révolutionnaire, le C.M.D.O. était évidemment moins un Conseil qu'une organisation conseilliste — donc fonctionnant elle-même sur le modèle de la *démocratie soviétique*. En tant que réponse improvisée à ce moment précis, le C.M.D.O. ne pouvait pas non plus se donner pour une organisation conseilliste permanente, ni tendre tel quel à se transformer en une organisation de ce type. Cependant, un accord presque général sur les principales thèses situationnistes renforçait sa cohésion.

Trois commissions s'étaient organisées à l'intérieur de l'assemblée générale, pour permettre son activité pratique. La Commission de l'Imprimerie se chargeait de la réalisation et du tirage des publications du C.M.D.O., tant en faisant fonctionner les machines dont il disposait qu'en collaborant avec les grévistes de certaines imprimeries. La Commission des Liaisons, disposant d'une dizaine de voitures, s'occupait des contacts avec les usines occupées, et du transport du matériel à diffuser. La Commission des Fournitures, qui excella dans les jours les plus difficiles, veillait à ce que ne manquent jamais le papier, l'essence, la nourriture, l'argent, le vin. Pour assurer la rédaction rapide des textes dont le contenu était fixé par tous, il n'y avait pas de commission permanente, mais chaque fois quelques membres désignés, qui soumettaient le résultat à l'assemblée.

Le Conseil pour le maintien des occupations occupa lui-même principalement les bâtiments de l'Institut Pédagogique National, rue d'Ulm, à partir du 19 mai. À la fin du mois de mai, il se transporta dans les caves du bâtiment voisin, une «École des Arts Décoratifs». L'occupation de l'I.P.N. eut ceci de notable que, si les pédagogues de toutes sortes se sentirent dénoncés et bafoués dans leur malheureuse profession [Un placard conseillait : «Ne dites plus : Monsieur le pédagogue. Dites : crève salope !» Un autre rappelait que «l'éducateur lui-même doit être éduqué».], de nombreux éléments du personnel, ouvriers et techniciens, saisirent l'occasion pour exiger la gestion de leur lieu de travail, et prirent vaillamment parti pour le mouvement, dans toutes ses formes de lutte. Ainsi le «comité paritaire» de l'occupation se trouva aux mains des révolutionnaires. C'est un Enragé de Nanterre qui avait été désigné comme responsable du service de sécurité. Tout le monde n'eut qu'à se féliciter de ce choix, même les pédagogues. L'ordre démocratique ne fut troublé par personne, ce qui permit la plus large tolérance : on laissa même un stalinien du personnel vendre *L'Humanité* devant la porte. Le drapeau rouge et le drapeau noir étaient arborés ensemble sur la façade de l'édifice.

Le C.M.D.O. publia un certain nombre de textes [On les trouvera ci-après, dans la deuxième partie des Documents.]. Un Rapport sur l'occupation de la Sorbonne, le 19 mai, concluait : «La lutte étudiante est maintenant dépassée. Plus encore sont dépassées toutes les directions bureaucratiques de rechange qui croient habile de feindre le respect pour les staliniens, en ce moment où la C.G.T. et le parti dit communiste tremblent. L'issue de la crise actuelle est entre les mains des travailleurs eux-mêmes, s'ils parviennent à réaliser dans l'occupation de leurs usines ce que l'occupation universitaire a pu seulement esquisser.» Le 22 mai, la déclaration Pour le pouvoir des Conseils ouvriers constatait : «En dix jours, non seulement des centaines d'usines ont été occupées par les ouvriers, et une grève générale spontanée a interrompu totalement l'activité du pays, mais encore différents bâtiments appartenant à l'État sont occupés par des comités de fait qui s'en sont appropriés la gestion.

En présence d'une telle situation, qui ne peut en aucun cas durer, mais qui est devant l'alternative de s'étendre ou de disparaître (répression ou négociation liquidatrice), toutes les vieilles idées sont balayées, toutes les hypothèses radicales sur le retour du mouvement révolutionnaire prolétarien sont confirmées.» Ce texte énumérait trois possibilités, par ordre de probabilité décroissante : un accord du gouvernement et du P.C.F. «sur la démobilisation des ouvriers, en échange d'avantages économiques» ; la passation du pouvoir à la gauche «qui fera la même politique, quoique à partir d'une position plus affaiblie» ; enfin les ouvriers parlant pour eux-mêmes «en prenant conscience de revendications qui soient au niveau du radicalisme des formes de lutte qu'ils ont déjà mises en pratique». Il montrait en quoi le prolongement de la situation actuelle pouvait contenir une telle perspective : «L'obligation de remettre en marche certains secteurs de l'économie sous le contrôle ouvrier peut poser les bases de ce nouveau pouvoir, que tout porte à déborder les syndicats et partis existants. Il faudra remettre en marche les chemins de fer et les imprimeries, pour les besoins de ïa lutte ouvrière. Il faudra que les nouvelles autorités de fait réquisitionnent et distribuent les vivres…»

Le 30 mai, l'Adresse à tous les travailleurs déclarait : «Ce que nous avons déjà fait en France hante l'Europe et va bientôt menacer toutes les classes dominantes du monde, des bureaucrates de Moscou et Pékin aux milliardaires de Washington et Tokyo. Comme nous avons fait danser Paris, le prolétariat international va revenir à l'assaut des capitales de tous les États, de toutes les citadelles de l'aliénation. L'occupation des usines et des édifices publics dans tout le pays a non seulement bloqué le fonctionnement de l'économie, mais surtout entraîné une remise en question générale de la société. Un mouvement profond porte presque tous les secteurs de la population à vouloir un changement de la vie. C'est désormais un mouvement révolutionnaire, auquel ne manque plus que la conscience de ce qu'il a déjà fait, pour posséder réellement cette révolution… Ceux qui déjà ont repoussé les accords dérisoires qui comblaient les directions syndicales ont à découvrir qu'ils ne peuvent pas "obtenir" beaucoup plus dans le cadre de l'économie existante, mais qu'ils peuvent tout prendre en en transformant toutes les bases pour leur propre compte. Les patrons ne peuvent guère payer plus ; mais ils peuvent disparaître.» La suite de l'Adresse rejetait le «replâtrage bureaucratique-révolutionnaire» tenté à Charléty pour une certaine unification des petits partis gauchistes, et repoussait la main tendue sans vergogne aux situationnistes par le stalinien dissident André Barjonet. L'Adresse montrait que le pouvoir des Conseils de travailleurs était la seule solution révolutionnaire, déjà inscrite dans les luttes de classes de ce siècle. Plus tard, en intervenant dans les luttes à Flins, le C.M.D.O. diffusa le 8 juin le tract C'est pas fini ! qui dénonçait les buts et les méthodes des syndicats dans l'affaire : «Les syndicats ignorent la lutte des classes, ils ne connaissent que les lois du marché, et dans leur commerce ils se prétendent propriétaires des travailleurs… La honteuse manœuvre pour empêcher de secourir les ouvriers de Flins n'est qu'une des répugnantes "victoires" des syndicats dans leur lutte contre la grève générale… Pas d'unité avec les diviseurs.»

Le C.M.D.O. publia aussi un certain nombre d'affiches, une cinquantaine de bandes dessinées et quelques chansons de circonstance. Ses principaux textes connurent des tirages qui peuvent être chiffrés entre 150.000 et plus de 200.000 exemplaires. C'est que, s'employant naturellement à accorder sa pratique avec sa théorie, le C.M.D.O. s'était adressé aux ouvriers des imprimeries occupées, qui apportèrent volontiers leur collaboration en remettant en marche l'excellent matériel dont ils disposaient [On sait que les imprimeries de labeur ne sont pas si étroitement tenues par les syndicalistes staliniens que celles de la presse.]. Ces textes furent aussi très fréquemment reproduits, en province et à l'étranger, dès qu'y parvenaient les premiers

exemplaires [Parmi les premières rééditions de ces documents, on peut citer une brochure suédoise des éditions révolutionnaires Libertad ; un numéro spécial de la publication vénézuélienne clandestine Proletario ; la brochure éditée au Japon par la Zengakuren sous le titre Leçons de la défaite de la révolte de mai en France.]. Le C.M.D.O. avait assuré lui-même la traduction, et un premier tirage, en anglais, allemand, espagnol, italien, danois et arabe. Les versions en arabe et espagnol furent d'abord répandues parmi les travailleurs immigrés. Une version falsifiée de l'Adresse se trouva reproduite dans Combat du 3 juin : les attaques contre les staliniens et les références situationnistes y avaient disparu simultanément.

Le C.M.D.O. s'efforça, avec un notable succès, d'établir et de conserver des liaisons avec les entreprises, des travailleurs isolés, des Comités d'action, et des groupes de province : cette liaison fut particulièrement bien assurée avec Nantes. En outre, le C.M.D.O. fut présent dans tous les aspects des luttes à Paris et en banlieue.

Le Conseil pour le maintien des occupations convint de se dissoudre le 15 juin. Le reflux du mouvement des occupations avait amené plusieurs de ses membres à soulever, une semaine auparavant, la question d'une telle dissolution ; elle avait été retardée du fait de la persistance des luttes des grévistes qui refusaient la défaite, notamment à Flins. Le C.M.D.O. n'avait rien cherché à obtenir pour lui, pas même à mener un quelconque recrutement en vue d'une existence permanente. Ses participants ne séparaient pas leurs buts personnels des buts généraux du mouvement. C'étaient des individus indépendants, qui s'étaient groupés pour une lutte, sur des bases déterminées, dans un moment précis ; et qui redevinrent indépendants après elle. Quelques-uns d'entre eux, qui reconnaissaient dans l'Internationale situationniste la suite de leur propre activité, s'y retrouvèrent [Certains éléments extérieurs ont pu se réclamer abusivement du C.M.D.O., comme il arrive, beaucoup plus fréquemment, que des individus se présentent mensongèrement comme étant de l'I.S., par sotte gloriole ou pour quelque but plus trouble. Deux ou trois anciens membres nostalgiques du C.M.D.O. n'ont sans doute pas évité d'exploiter leur passé dans un style pauvrement spectaculaire. Ceci n'atteint en rien la quasi-totalité de ses participants, qui y apportèrent tant de capacités remarquables sans que personne veuille se mettre en avant. Le Conseil pour le maintien des occupations reviendra un jour, avec son temps qui lui-même doit revenir.].

D'autres tendances «conseillistes» — en ce sens qu'elles étaient pour les Conseils, mais sans vouloir en reconnaître la théorie et la vérité — se manifestèrent, dans les bâtiments de l'Annexe Censier de la Faculté des Lettres, où elles tinrent en commun, en tant que «Comité d'action travailleurs-étudiants», une discussion quelque peu inactive, et qui ne pouvait guère progresser vers une clarification pratique. Des groupes comme «Pouvoir Ouvrier», le «Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs», bon nombre d'individus venus des entreprises, eurent le tort d'accepter dans leurs débats, déjà confus et répétitifs, toutes sortes d'adversaires ou saboteurs de leurs positions : trotskistes ou maoïstes qui paralysaient la discussion — certains se permettant même de brûler publiquement une plate-forme anti-bureaucratique rédigée par une commission désignée à cet effet. Ces conseillistes purent intervenir dans quelques luttes pratiques, notamment au début de la grève générale, en envoyant certains des leurs pour aider au débrayage ou pour renforcer les piquets de grève. Mais leur intervention souffrit fréquemment des défauts inhérents à leur rassemblement même : il arriva que plusieurs membres d'une de leurs délégations exposent aux ouvriers des perspectives fondamentalement opposées. Le groupe anti-syndical d'«Information Correspondance Ouvrière», qui n'allait pas jusqu'à être conseilliste, et qui

n'était même pas sûr d'être un groupe, siégea cependant dans une salle à part. Indifférent à la situation, il y rabâcha le fatras habituel de son bulletin, et y rejoua son psychodrame obstructionniste : fallait-il s'en tenir à l'information pure pasteurisée de tout germe théorique, ou bien le choix de l'information n'était-il pas déjà inséparable de présuppositions théoriques dissimulées ? Plus généralement, le défaut de tous ces groupes, qui tiraient leur fière expérience du passé lointain des défaites ouvrières, et jamais des nouvelles conditions et du nouveau style de lutte qu'ils ignoraient par principe, ce fut de répéter leur idéologie habituelle, sur le même ton ennuyeux qu'ils avaient gardé pendant une ou deux décennies d'inactivité. Ils semblèrent n'avoir rien aperçu de nouveau dans le mouvement des occupations. Ils avaient déjà tout vu. Ils étaient blasés. Leur découragement savant n'attendait plus que la défaite pour en tirer les conséquences, comme des précédentes. La différence, c'est qu'ils n'avaient pas eu l'occasion de prendre part aux précédents mouvements qu'ils analysaient ; et qu'ils vivaient cette fois le moment qu'ils choisissaient de considérer déjà sous l'angle du spectacle historique — ou même du remake peu instructif.

De nouveaux courants conseillistes n'apparurent pas dans la crise — le C.M.D.O. mis à part — quand les anciens étaient si peu de chose, aussi bien sur le plan de la théorie que sur celui de l'efficacité pratique. Le «22 mars» eut bien quelques velléités conseillistes, comme il avait de tout, mais sans jamais les mettre en avant dans ses publications et ses multiples interviews. Cependant une audience croissante du mot d'ordre des Conseils ouvriers fut manifeste tout au long de la crise révolutionnaire. Ce fut un de ses principaux effets ; et cela reste une de ses plus sûres promesses.

Chapitre IX
Le rétablissement de l'État

«Il faut que chacun relève la tête, assume ses responsabilités, et refuse le terrorisme intellectuel… Il n'y a aucune raison pour que l'État livre au premier venu l'administration, les établissements publics, qu'il abandonne ses responsabilités et oublie ses devoirs.»

Robert POUJADE,
Intervention à l'Assemblée nationale, le 24 juillet 1968.

La bourgeoisie avait attendu le 30 mai pour manifester ouvertement son soutien à l'État. Avec le discours de de Gaulle, la classe dominante tout entière reprenait la parole et affirmait massivement sa présence, après s'être prudemment terrée derrière la protection des C.R.S. pendant plusieurs semaines. La manifestation de la Concorde et des Champs-Élysées fut la version sous-versaillaise des parades cégétistes qui réclamaient un «gouvernement populaire». L'hystérie réactionnaire s'y donna libre cours, de la peur du «rouge» jusqu'aux slogans révélateurs : «Cohn-Bendit à Dachau !» Y communiaient ensemble les Anciens Combattants, les rescapés de toutes les guerres coloniales, les ministres, les barbouzes, les boutiquiers, les minets du XVIe et leurs souteneurs des beaux quartiers, les vieilles peaux, et tous ceux que l'intérêt et le goût du sénile portaient à défendre et à illustrer la République. L'État retrouvait ainsi sa base, et la police ses auxiliaires, l'U.D.R. et les Comités d'Action Civiques. Dès l'instant où le gaullisme se décidait à rester au pouvoir, la violence sans phrases donnait congé à la répression stalinienne, qui s'était chargée jusqu'alors de colmater toute ouverture révolutionnaire, principalement dans les usines. Après trois semaines d'une absence presque totale, l'État pouvait prendre la relève de ses complices du

P.C.F. Il allait mettre à chasser les ouvriers des usines, autant d'acharnement que les syndicats à les y maintenir enfermés. De Gaulle venait d'épargner aux staliniens la perspective d'un «gouvernement populaire» où leur rôle ouvert de derniers ennemis du prolétariat eût été si périlleux. Ils allaient l'aider à faire le reste.

Pour l'un et l'autre, il s'agissait dorénavant de savoir finir la grève pour permettre les élections. Le refus des accords de Grenelle avait appris aux dirigeants à se méfier de toute négociation à l'échelle nationale. Il fallait démanteler la grève de la même façon qu'elle s'était déclenchée : secteur par secteur, entreprise par entreprise. La tâche fut longue et difficile. Partout les grévistes manifestaient une hostilité déclarée à la reprise du travail. Le 5 juin, un communiqué du bureau de la C.G.T. estimait que «partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité».

À partir du 6, les employés des banques et des assurances reprirent le travail. La S.N.C.F., bastion de la C.G.T., décida aussi la reprise. On remit en circulation, pour le compte de l'État, les trains qui à aucun moment n'avaient été mis au service des grévistes — ce que les cheminots belges avaient fait pendant la grève de 1961. Les premières falsifications de vote sur la reprise du travail eurent lieu aux P. & T. et à la R.A.T.P. où seule une minorité de syndicalistes put se prononcer ; les délégués cégétistes provoquèrent la reprise en faisant croire à chaque station que toutes les autres avaient cessé la grève. Les employés de *Nation*, s'apercevant de cette grossière manœuvre, arrêtèrent aussitôt le travail, mais ne réussirent pas à relancer le mouvement.

Les C.R.S. intervinrent d'une façon complémentaire, pour expulser les techniciens grévistes de France-Inter et les remplacer par les techniciens de l'armée. Ce même 6 juin, ils chassèrent les ouvriers de l'usine Renault à Flins. C'était la première tentative pour briser la grève, qui restait jusqu'alors totale dans la métallurgie, autrement que par l'idéologie : les armes à la main. «L'heure n'est plus aux promenades», écrivaient les grévistes de Flins dans leur appel du 6 juin pour la réoccupation de leur usine. Ils ressentirent alors combien l'isolement qu'ils avaient supporté leur était néfaste. Des milliers de révolutionnaires répondirent à l'appel ; mais seuls quelques centaines réussirent à les rejoindre pour se battre à leurs côtés. Lors du meeting organisé par les syndicats qui eut lieu à Élisabethville, les ouvriers obligèrent le délégué de la C.G.T. à accorder la parole à Geismar et à un membre du «22 mars», non parce qu'ils leur reconnaissaient une quelconque importance, mais par simple souci de la démocratie.

À dix heures, l'intervention de la gendarmerie déclencha les heurts. Pendant douze heures, 2000 ouvriers et «étudiants» tinrent tête, dans les champs et les rues des bourgades avoisinantes, à 4000 gendarmes et C.R.S. Ils attendirent en vain les renforts de Paris. En effet les cégétistes avaient empêché tout départ des ouvriers de Boulogne-Billancourt [Dans la nuit du 9 au 10 juin, une délégation des ouvriers de Flins vint demander de l'aide dans les facultés occupées, et à Boulogne-Billancourt. Des étudiants partirent ; mais à Billancourt les piquets de la C.G.T. interdirent l'accès de l'usine à la délégation. Les cloisons étanches qui enfermaient les travailleurs séparaient aussi bien ceux de deux usines d'une même entreprise.], et s'opposèrent, gare Saint-Lazare, à ce que des trains soient mis à la disposition des milliers de manifestants accourus pour aller se battre à Flins. Les organisateurs de la manifestation, Geismar et Sauvageot en tête, furent aussi brillants. Ils cédèrent devant la C.G.T. et achevèrent ce qu'elle avait commencé, en dissuadant ceux qui croyaient aller au secours de Flins de s'emparer d'un train, et en les appelant à se disperser devant les premiers barrages de police. Le pauvre

Geismar n'en fut pas récompensé pour autant. Cet endormeur fut quand même traité de «spécialiste de la provocation» par un communiqué particulièrement crapuleux de la C.G.T., qui n'hésita pas à qualifier les révolutionnaires de Flins de «groupes étrangers à la classe ouvrière», de «formations, entraînées quasi-militairement, qui se sont déjà signalées à l'occasion d'opérations de même nature dans la région parisienne», et qui «agissent visiblement au service des pires ennemis de la classe ouvrière», car «il est difficile de croire que l'arrogance du patronat de la métallurgie, le soutien qu'il reçoit du gouvernement, les brutalités policières contre les travailleurs et les entreprises de provocation ne sont pas concertés».

Un peu partout les syndicats réussissaient à faire reprendre le travail ; on leur avait déjà jeté quelques miettes.
Seuls les métallurgistes continuaient à résister. Après l'échec de Flins, l'État allait encore tenter sa chance à Sochaux, chez Peugeot. Le 11 juin, les C.R.S. intervinrent contre les ouvriers ; l'affrontement, très violent, dura plusieurs heures. Pour la première fois, au cours de cette longue crise, les forces de l'ordre tirèrent dans la foule. Deux ouvriers furent tués. C'était le moment où elles pouvaient le faire sans provoquer de riposte. Le mouvement était déjà vaincu et la répression politique commençait. Pourtant, le 12 juin, une dernière nuit d'émeutes, après la mort d'un lycéen lors des combats de Flins, connut quelques innovations : la multiplication rapide des barricades et le lancement systématique de cocktails Molotov sur le service d'ordre depuis les toits.

Dès le lendemain, l'État décréta la dissolution des organisations trotskistes et maoïstes, et du «22 mars», en vertu d'une loi du Front populaire, originellement dirigée contre les ligues para-militaires d'extrême-droite [Le prétexte était mal choisi, ces groupements n'ayant jamais armé de milices. Tous les révolutionnaires manifesteront évidemment leur solidarité pratique contre cette répression. De telles mesures policières sont du reste singulièrement inadaptées en regard du caractère d'organisation autonome non-hiérarchique qu'a revêtu l'aspect le plus original du mouvement. De nombreux commentaires sur ces mesures de dissolulution se sont plus à assimiler les situationnistes au «22 mars». C'est uniquement dans de telles circonstances que l'IS n'avait pas, bien sûr, à démentir publiquement cette assertion.]. À la même extrême-droite le gaullisme faisait des appels du pied. Ce fut l'occasion de retrouver le premier 13 mai. Les responsables exilés de l'O.A.S. regagnèrent la France. Salan quitta Tulle, tandis que l'extrême-gauche commençait à peupler la redoute de Gravelle.

Il y avait quelque chose de pourri dans l'air depuis que les drapeaux tricolores de la Concorde étaient apparus. Marchands, provocateurs, curés, patriotes relevaient la tête, et la ramenaient dans les rues où ils n'avaient pas osé se montrer quelques jours plus tôt. Des harengs à la solde de la police provoquèrent Arabes et Juifs à Belleville, et fournirent ainsi une diversion bien à propos au moment où se poursuivaient les opérations de dégagement des entreprises et des bâtiments encore occupés. Une campagne de calomnies visa les «Katangais de la Sorbonne». Les lamentables gauchistes ne manquèrent pas de s'y laisser prendre.

«Une telle attitude a coutume d'être la première réaction du savoir auquel on présente ce qui était inconnu, et ce, pour sauver sa propre liberté, sa propre façon de voir, sa propre autorité contre une autorité étrangère (car c'est sous cet aspect que se manifeste ce qui est appris pour la première fois).»

Hegel, *Phénoménologie de l'Esprit*.

Après l'échec de l'expérience de démocratie directe, la Sorbonne avait vu

s'installer diverses féodalités, aussi dérisoires que bureaucratiques. Ceux que la presse appela les «Katangais», ex-mercenaires, chômeurs et déclassés, eurent vite fait de se tailler la part du chef dans une république de chefaillons. La Sorbonne eut ainsi les maîtres qu'elle méritait alors, mais bien que les Katangais aient aussi joué le jeu de l'autorité, ils ne méritaient pas d'aussi piètres compagnons. Venus là pour participer à la fête, ils ne trouvèrent que les pourvoyeurs pédants de l'ennui et de l'impuissance, les Kravetz et les Peninou. Lorsque les étudiants les expulsèrent, c'était dans l'espoir stupide d'obtenir par cette bassesse qu'on leur concède la gestion durable d'une Sorbonne désinfectée, en tant qu'«Université d'été». Un des Katangais put faire remarquer justement : «Les étudiants sont peut-être instruits, mais ils ne sont pas intelligents. Nous étions venus les aider…» Le repli des indésirables sur l'Odéon y provoqua aussitôt l'intervention des forces de l'ordre. Les derniers occupants de la Sorbonne eurent juste quarante-huit heures pour nettoyer les murs et chasser les rats, avant que la police vienne leur signifier que la plaisanterie était finie. Ils s'en allèrent sans même un simulacre de résistance. Après l'échec du mouvement, il n'y avait plus que ces imbéciles pour croire que l'État ne reprendrait pas la Sorbonne.

Afin d'assurer le succès de la campagne électorale, il fallait liquider le dernier îlot de résistance de la métallurgie. Les syndicats, et non le Capital, cédèrent sur les accords. Ce qui permit à *L'Humanité* d'applaudir la «reprise victorieuse du travail», et à la C.G.T. d'appeler les métallurgistes à «prolonger leur succès par la victoire de l'union véritable des forces de gauche sur un programme commun aux prochaines élections législatives». Renault, Rhodiaceta, Citroën reprirent le 17 et le 18. La grève était finie. Les ouvriers savaient qu'ils n'avaient presque rien obtenu ; mais en prolongeant la grève au-delà du 30 mai, et en mettant si longtemps pour la rompre, ils avaient affirmé à leur façon qu'ils voulaient autre chose que des avantages économiques. Sans pouvoir le dire, sans avoir le temps de la faire, c'est la révolution qu'ils avaient désirée.

Après sa défaite, il était naturel que l'affrontement électoral des différents partis de l'ordre finisse par la victoire écrasante de celui qui était le mieux placé pour le défendre.

Le succès gaulliste s'accompagnait des dernières opérations pour ramener les choses à leur point de départ. Tous les bâtiments occupés furent évacués. Il est à noter que l'État a attendu la première semaine de juillet pour utiliser l'argument juridique fondamental, à savoir que «l'occupation des immeubles affectés à un service public quel qu'il soit est illégale». Pendant près de deux mois, il n'avait pu opposer cet argument au mouvement des occupations [Il avait fallu des prétextes plus ou moins fallacieux pour justifier les reprises, par la police, de l'Odéon, de la Sorbonne, et de l'École des Beaux-Arts.].

Les actes de vandalisme qui avaient marqué le début du mouvement se retrouvèrent, d'autant plus violents, à sa fin, témoignant du refus de la défaite et de l'intention bien arrêtée de continuer le combat. Ainsi, pour ne citer que deux actes exemplaires, pouvait-on lire dans *Le Monde* du 6 juillet : «Moquettes engluées d'œufs, de beurre, de talc, de poudre à lessive, de peinture noire et d'huile ; téléphones arrachés et peints en rouge ; machines I.B.M. massacrées à coups de marteau ; vitres peintes en noir ; médicaments éparpillés et maculés de peinture ; dossiers de malades inutilisables, couverts d'encre à duplicateur ; fichiers de traitements noircis de peinture au pistolet ; inscriptions obscènes ou injurieuses, tel est le spectacle qu'offrait mercredi matin l'ensemble des bureaux médicaux (comprenant le secrétariat et le service social baptisé, par une inscription rageuse, «service anti-social») de l'un des plus importants services de neuro-psychiatrie de l'hôpital Sainte-Anne. Un tableau étrangement analogue à celui que l'on a pu observer à Nanterre et où

l'on retrouvait, sur tous les murs, des inscriptions du même style ou du même esprit… On peut se demander s'il n'y a pas une relation entre de récentes mutations intervenues dans ce service, pour des raisons strictement professionnelles, et ces actes de vandalisme.» Et dans *Combat* du 2 juillet : «Monsieur Jacquenod, proviseur du lycée-pilote de Montgeron, écrit : "Dans l'intérêt général il est de mon devoir de vous faire part des agissements absolument scandaleux dont se sont rendus coupables dans la région de l'Essonne, ces derniers temps, des commandos irresponsables d'*Enragés* se réclamant d'une certaine *Internationale situationniste*. Contrairement à ce que la presse en avait laissé entendre, ces tristes individus se sont révélés plus nuisibles que *folkloriques*. L'heure n'est plus à la bienveillance, et les honteuses dégradations de monuments aux morts, églises, monastères, édifices publics, etc. auxquelles ils se sont livrés sont tout simplement intolérables. Après s'être introduits frauduleusement dans l'enceinte de notre établissement, dans la nuit du 13 au 14 juin, ils s'y sont appliqués à coller quelque 300 affiches, tracts, chansons, bandes dessinées, etc. Mais les dommages survenus furent essentiellement occasionnés par un barbouillage systématique, à la peinture, des murs du grand collège et du collège technique. Le 21 juin, alors même que la police avait ouvert une enquête, et comme pour la défier, de nouvelles dégradations (affiches, tracts, inscriptions à l'encre) furent commises en plein jour à l'intérieur des bâtiments." M. Jacquenod juge de son devoir d'alerter l'opinion publique sur ces "actes de vandalisme, fortement préjudiciables au climat de paix que nous recouvrons peu à peu".»

Chapitre X

La perspective de la révolution mondiale après le mouvement des occupations

«L'I.S. a semé le vent. Elle récoltera la tempête.»

Internationale Situationniste no 8, janvier 1963.

Le mouvement des occupations a été immédiatement ressenti dans le monde comme un événement historique d'une importance capitale ; comme le début d'une nouvelle époque menaçante, dont le programme proclame la mort prochaine de tous les régimes existants. À la stupeur inquiète qu'il a créée, aussi bien qu'en France, chez les responsables et les porte-paroles de toutes les classes dominantes, a répondu aussitôt un renouveau de l'internationalisme et une radicalisation des tendances révolutionnaires. La solidarité des ouvriers organisés s'est exprimée de diverses manières : les dockers de Savone et d'Anvers refusant de décharger les marchandises destinées à la France, et les typographes belges interdisant le référendum mort-né annoncé par de Gaulle le 24 mai, en refusant d'imprimer ses bulletins. Vers le milieu du mois de mai, la *Radical Student Alliance* de Londres faisait parvenir en France une adresse aux étudiants et ouvriers, écrite en français : «Nous aussi avons senti les coups des bâtons cognants policiers, et les effets du gaz de larmes ; les trahisons de la part de nos soi-disant leaders ne nous sont pas inconnues. L'ensemble de toutes ces expériences nous ont suffi comme preuve du besoin de nous joindre en solidarité à la lutte vivante contre les structures supprimiants dans la société globale aussi bien que dans les universités… Mais vous, camarades, vous avez réussi à pousser cette lutte au-delà d'un examen de l'université de classe, jusqu'à une lutte unie à celle des ouvriers, une lutte qui se vise à la capitulation totale de la société capitaliste… Unis avec vos camarades dans les usines, dans les portes maritimes et dans les bureaux, vous avez détruit le mythe de la stabilité de l'Europe capitaliste et, par conséquent, vous faites trembler les régimes aussi bien que la bourgeoisie. Dans les Bourses d'Europe les

capitalistes tremblent, les professeurs et les gérontocrates vieillissants tournent les mots pour expliquer l'action des masses… Camarades, vous avez ranimé les traditions de 1871 et de 1917, vous avez donné au socialisme international un nouvel élan.» Le Comité de Coordination de la grève des étudiants de Columbia publiait au début de juin à New York un tract qui déclarait : «Depuis plus de deux semaines, douze millions de travailleurs et d'étudiants français mènent une grève générale de masse contre le même type de conditions que nous affrontons en Amérique… En dépit des efforts des bureaucrates syndicaux, y compris la C.G.T. à direction "communiste", pour modérer le mouvement et pour parvenir à un compromis avec le patronat et le gouvernement gaulliste, les travailleurs ont voté la poursuite de la grève jusqu'à la complète satisfaction de leurs exigences… Si nous gagnons en France, cela donnera une nouvelle vie au mouvement international qui déjà se dessine en Allemagne de l'Ouest, en Espagne, en Italie, au Japon, et jusqu'ici même aux États-Unis. Quand nous livrons ici nos propres batailles, nous aidons à créer les conditions pour une victoire en France et partout dans le monde. Leur combat est notre combat. Les travailleurs et les étudiants de France recherchent chez nous en Amérique une réponse à leur premier pas de géant dans la bataille pour une nouvelle société.»

Les barricades et les cocktails Molotov des étudiants de Berkeley, ceux-là mêmes qui avaient lancé l'agitation universitaire trois ans plus tôt, répondirent à la fin de juin. Dès le milieu de mai, une organisation révolutionnaire s'était formée dans la jeunesse autrichienne sur ce simple programme : «Faire comme en France». À la fin du mois, des occupations de locaux universitaires avaient eu lieu en Allemagne, à Stockholm, à Bruxelles, et à Londres pour l'école des Beaux-Arts de Hornsey. Des barricades avaient été élevées à Rome le 31. En juin, les étudiants de Tokyo, toujours aussi combatifs, et résolus à transformer le quartier des universités «en quartier Latin», occupèrent leurs facultés et les défendirent contre la police. Même la Suisse ne fut pas épargnée : les 29 et 30 juin, des émeutes se déclenchèrent à Zurich, des centaines de manifestants, munis de pavés et de cocktails Molotov, prenaient d'assaut le poste principal de la police. «Les violentes manifestations de Zurich, notait *Le Monde* du 2 juillet, ont provoqué une certaine stupeur. De nombreux Suisses qui croyaient leur pays à l'abri du mouvement de contestation qui déferle sur l'Europe ont été dérangés dans leur quiétude.» La lutte dans les pays capitalistes modernes a naturellement relancé l'agitation des étudiants contre les régimes dictatoriaux, et dans les pays sous-développés. À la fin de mai, il y eut de violents affrontements à Buenos-Aires, à Dakar, à Madrid, et une grève des étudiants du Pérou. En juin, les incidents s'étendirent au Brésil ; à l'Uruguay — où ils devaient culminer dans une grève générale — ; à l'Argentine ; à la Turquie, où les Universités d'Istambul et d'Ankara furent occupées et fermées *sine die* ; et jusqu'au Congo où les lycéens exigèrent la suppression des examens.

La plus importante des conséquences immédiates du mouvement français fut un premier ébranlement du pouvoir des classes bureaucratiques en Europe de l'Est, quand les étudiants yougoslaves, au début de juin, occupèrent l'Université de Belgrade. Les étudiants formèrent des comités d'action ; ils dénoncèrent la propriété bureaucratique sur la société ; ils revendiquèrent l'*autogestion authentique* comme liberté et comme abolition des classes ; ils votèrent le maintien de l'appellation d'«Université Karl Marx». Ils s'adressèrent aux ouvriers : «Nous sommes indignés des énormes différences sociales et économiques dans notre société… Nous sommes pour l'autogestion mais contre l'enrichissement des particuliers aux dépens de la classe ouvrière.» Leur mouvement rencontra une large approbation parmi les ouvriers. Comme à la Sorbonne, «plusieurs ouvriers ont pris également la parole au meeting interminable à la faculté de philosophie, où les orateurs se relaient sans cesse dans un enthousiasme général» (*Le Monde*, 7 juin). Le régime s'est vu menacé

de mort. L'autocritique démagogique et les concessions larmoyantes de Tito, parlant de s'en aller s'il n'arrivait pas à satisfaire les justes revendications énoncées, font voir la faiblesse de la bureaucratie yougoslave, et sa panique. Car elle sait très bien que les revendications radicales du mouvement, quelque jeu momentané qu'elles aient laissé au personnage de Tito, ne signifient rien de moins que sa liquidation comme classe dominante, et la révolution prolétarienne qui, là comme ailleurs, revient au jour. Les concessions des bureaucrates s'accompagnèrent *classiquement* de la dose de répression qu'ils pouvaient se payer, et des habituelles calomnies, traduisant la réalité inversée de leur *idéologie* : la Ligue dite des Communistes dénonça donc les «radicaux d'extrême-gauche… avides de détruire le régime démocratique et l'autogestion». Même *Le Monde* (du 12 juin) s'aperçoit qu'il s'agit «de la plus importante *alerte* que le régime ait connue à l'intérieur depuis la guerre.» [Depuis, le soulèvement des étudiants mexicains a dépassé en ampleur toutes les autres réponses à notre mouvement des occupations. Il s'agit, dans le cas du Mexique, d'un pays à demi sorti du sous-développement latino-américain. (*Note ajoutée en octobre 1968, R.V.*)]

La France reste, elle aussi, dans la chaîne volcanique de la nouvelle géographie des révolutions. Rien n'y est réglé. L'éruption révolutionnaire n'est pas venue d'une crise économique, mais elle a tout au contraire contribué à créer une situation de crise dans l'économie. Ce qui a été attaqué de front en mai, c'est l'économie capitaliste développée *fonctionnant bien* ; mais cette économie, une fois perturbée par les forces négatives de son dépassement historique, doit *fonctionner moins bien* : elle en devient d'autant plus odieuse, et renforce ainsi «le mauvais côté», la lutte révolutionnaire qui la transforme. Le milieu étudiant est devenu durablement une place-forte du désordre dans la société française ; et cette fois, il ne s'agit plus d'un désordre de la jeunesse *séparée*. Les grands appareils bureaucratiques d'encadrement de la classe ouvrière ont payé très cher leur victoire sur la grève : beaucoup d'ouvriers les ont compris. Quant aux petits partis gauchistes, apparemment renforcés — et d'autant plus par leur abusive dissolution policière —, ils sont dès maintenant virtuellement condamnés : le discret panier de crabes qu'ils constituaient s'est répandu sous les *flashes* pendant la grève, mais toujours à reculons.

La perspective de la révolution mondiale, quand elle a reparu en France, non seulement rattrapait un immense retard — son demi-siècle d'absence —, mais avait même de ce fait certains aspects *prématurés*. Le mouvement des occupations est allé, *avant* de briser le pouvoir étatique qu'il affrontait, là où tous les mouvements révolutionnaires, à l'exception de celui de 1905, n'étaient jamais parvenus qu'*après*. Les détachements armés à la disposition du gouvernement n'avaient pas été défaits. Et pourtant, la saisie de certains bâtiments, leur répartition notoire entre différents groupements subversifs, n'allaient pas sans évoquer quelques traits du Barcelone de l'été de 1936. Pour la première fois en France, l'État a été *ignoré* : ce fut la première critique en actes du jacobinisme, qui a été si longtemps le mauvais rêve des mouvements révolutionnaires français, y compris dans la Commune. C'est-à-dire qu'au soudain retour de la spécificité révolutionnaire française — encore une fois, les barricades de Paris réveillant l'Europe — se mêlaient des éléments radicalement nouveaux. De même que ce n'était *pas assez* d'ignorer seulement l'État, il n'y avait certainement pas encore de perspectives assez claires. La théorie révolutionnaire cohérente était possédée par trop peu de gens, et sa communication dans les masses devait surmonter des conditions extrêmement défavorables : à côté de la puissance d'information spectaculaire de l'ordre existant, des bureaucraties contre-révolutionnaires qui n'étaient encore démasquées que par trop peu de gens. Aussi ne doit-on pas s'étonner des nombreuses faiblesses du mouvement, mais bien plutôt s'émerveiller devant sa force.

La théorie radicale a été confirmée. Elle s'est immensément renforcée. Elle doit maintenant se faire reconnaître partout pour ce qu'elle est, briser tous les nouveaux efforts des récupérateurs aux abois. Ceux qui la portent, déjà n'avaient à faire aucune concession. Il leur faut devenir encore plus exigeants, à partir de la position de force que l'histoire leur donne. Rien en deçà du pouvoir international des Conseils ouvriers ne peut les satisfaire ; ils ne pourront reconnaître aucune force révolutionnaire en dehors des organisations conseillistes qui vont se former dans tous les pays. Les conditions objectives de la révolution ont révélé leur présence dès que la révolution a recommencé à parler comme puissance subjective. Ici a été allumé un brasier qui ne s'éteindra pas. Le mouvement des occupations a tué le sommeil de tous les maîtres de la marchandise, et jamais plus la société spectaculaire ne pourra dormir.

Il nous semble que, aux pages 72 et 73, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* contient une erreur de fait : il y est dit que les locaux de l'«annexe Censier» de la Faculté des Lettres furent octroyés par Pompidou, à son retour d'Afghanistan, pour que les universitaires y discutent de leurs problèmes. Bien que ceci soit finalement exact, certains documents et témoignages inclinent à conclure que l'annexe Censier avait été employée pour une réunion, sinon réellement occupée, le samedi 11 mai, vers la fin de l'après-midi ; donc plusieurs heures avant l'arrivée de Pompidou, et l'exposé de ses conceptions qui comportait ce point. Il n'en reste pas moins vrai que «pendant plusieurs jours l'atmosphère, studieuse et modérée» de ce centre porta la marque des gens qui avaient pris cette initiative si vite légalisée ; et de leurs buts réformistes pour le milieu étudiant.

En revanche, la seule inexactitude qu'un ouvrage consacré au mouvement de mai a, jusqu'ici, prétendu relever dans nos publications du moment, nous est imputée à tort. Dans le livre de Schnapp et Vidal-Naquet, *Journal de la Commune étudiante*, une note de la page 547, à propos d'un tract du C.M.D.O. sur Flins où il est dit qu'à la gare Saint-Lazare «les dirigeants syndicaux (…) détournèrent les manifestants vers Renault-Billancourt, en leur promettant que des camions les conduiraient de là vers Flins», commente : «Inexact : les dirigeants des syndicats de cheminots de saint-Lazare se contentèrent de refuser de fournir aux étudiants un train spécial pour Flins…» Mais le tract du C.M.D.O. ne parlait pas de dirigeants *de la C.G.T.* (qui, hors des meetings, dirent à certains que le courant était coupé sur les voies par la police et, à d'autres, que le sabotage des gauchgistes provocateurs empêchait de faire partir un train). Les «dirigeants syndicaux» qui ont dispersé les manifestants à Saint-Lazare par d'extravagants mensonges étaient ceux *de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup.* Le gauchisme vulgaire, dont Schnapp et Vidal-Naquet partagent le vocabulaire illusoire, appelait en mai «dirigeants syndicaux» ceux qui combattaient ouvertement le mouvement, comme la C.G.T. Mais les Geismar et Sauvageot, qui entravaient ce mouvement *de l'intérieur*, étaient bel et bien *des dirigeants syndicaux*, aussi comiques que soient les syndicats au nom desquels ils tenaient le crachoir.

Dans le livre de Viénet, on doit signaler aussi une sous-estimation de l'action des révolutionnaires de Lyon, à propos de leurs tentatives, à demi-réussies déjà, mais à ce moment cachées par toute l'information en place, pour lancer des grèves dans l'industrie dès avant le 14 mai ; et aussi à propos de leur participation exemplaire aux luttes qui se déroulèrent ensuite à Lyon (nous avions, au moment où ce livre fut écrit, momentanément perdu tout contact avec ces camarades).

Enfin, dans les pages 19 à 21, à propos de l'agitation antérieure chez les étudiants de plusieurs pays, il aurait fallu citer le Congo, avec le remarquable cas de l'occupation de l'Université Lovanium à Kinshasa (ex-Léopoldville) en 1967, avant Turin et tout ce qui allait suivre en Europe. Là, les étudiants révolutionnaires furent cernés par l'armée dans le campus qu'ils tenaient. Ils ne purent descendre sur la ville où les travailleurs attendaient leur arrivée pour se soulever. Le régime de Mobutu prononça le *lock-out* de l'Université, en exigeant une réinscription personnelle de chaque étudiant, qui devait s'engager à obéir à l'avenir aux usages universitaires (technique depuis ramassée par le ministre Edgar Faure). Mais la solidarité des étudiants obligea le gouvernement à renoncer à cette mesure. On sait que, par la suite, le 4 juin 1969, l'Université Lovanium (où quelques influences situationnistes sont discernables) se souleva de nouveau, non, comme l'a prétendu le gouvernement, pour une augmentation de 30% des bourses perçues mais pour abattre le régime. Cette fois, l'armée tira ; il y eut plusieurs dizaines de morts et des centaines d'arrestations.

Internationale situationniste N° 12, septembre 1969